

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2013/205787]

10 OCTOBRE 2013. — Décret portant assentiment aux accords de coopération entre la Région wallonne et la Communauté française et portant sur l'adhésion de la Communauté française à diverses centrales de marchés mises en œuvre par la Région wallonne

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Assentiment est donné à l'accord de coopération du 20 juin 2013 entre la Région wallonne et la Communauté française, visé à l'annexe 1^{re} du présent décret, relatif à l'achat de bureaux.

Art. 2. Assentiment est donné à l'accord de coopération du 20 juin 2013 entre la Région wallonne et la Communauté française, visé à l'annexe 2 du présent décret, relatif à l'achat de cachets administratifs et nominatifs.

Art. 3. Assentiment est donné à l'accord de coopération du 20 juin 2013 entre la Région wallonne et la Communauté française, visé à l'annexe 3 du présent décret, relatif à l'achat de classeurs métalliques.

Art. 4. Assentiment est donné à l'accord de coopération du 20 juin 2013 entre la Région wallonne et la Communauté française, visé à l'annexe 4 du présent décret, relatif à l'achat d'éléments de mobilier divers.

Art. 5. Assentiment est donné à l'accord de coopération du 20 juin 2013 entre la Région wallonne et la Communauté française, visé à l'annexe 5 du présent décret, relatif à l'achat de petites fournitures de bureau.

Art. 6. Assentiment est donné à l'accord de coopération du 20 juin 2013 entre la Région wallonne et la Communauté française, visé à l'annexe 6 du présent décret, relatif à l'achat d'accessoires automobiles et, plus particulièrement, de pneus.

Art. 7. Assentiment est donné à l'accord de coopération du 20 juin 2013 entre la Région wallonne et la Communauté française, visé à l'annexe 7 du présent décret, relatif à l'achat de petit matériel et de produits d'entretien.

Art. 8. Assentiment est donné à l'accord de coopération du 20 juin 2013 entre la Région wallonne et la Communauté française, visé à l'annexe 8 du présent décret, relatif à l'achat de sièges de différents types.

Art. 9. Assentiment est donné à l'accord de coopération du 20 juin 2013 entre la Région wallonne et la Communauté française, visé à l'annexe 9 du présent décret, relatif à l'achat de véhicules de service.

Art. 10. Assentiment est donné à l'accord de coopération du 20 juin 2013 entre la Région wallonne et la Communauté française, visé à l'annexe 10 du présent décret, relatif à l'achat de cartes magnétiques de carburant.

Art. 11. Assentiment est donné à l'accord de coopération du 20 juin 2013 entre la Région wallonne et la Communauté française, visé à l'annexe 11 du présent décret, relatif à l'achat de copieurs de différentes capacités de tirage.

Art. 12. Assentiment est donné à l'accord de coopération du 20 juin 2013 entre la Région wallonne et la Communauté française, visé à l'annexe 12 du présent décret, relatif à l'achat d'équipements de protection individuelle (chaussures de sécurité).

Art. 13. Assentiment est donné à l'accord de coopération du 20 juin 2013 entre la Région wallonne et la Communauté française, visé à l'annexe 13 du présent décret, relatif à l'achat d'équipements de protection individuelle (gants).

Art. 14. Assentiment est donné à l'accord de coopération du 20 juin 2013 entre la Région wallonne et la Communauté française, visé à l'annexe 14 du présent décret, relatif à l'achat d'équipements de protection individuelle (protection de la tête).

Art. 15. Assentiment est donné à l'accord de coopération du 20 juin 2013 entre la Région wallonne et la Communauté française, visé à l'annexe 15 du présent décret, relatif à l'achat d'équipements de protection individuelle (vêtements de signalisation).

Art. 16. Assentiment est donné à l'accord de coopération du 20 juin 2013 entre la Région wallonne et la Communauté française, visé à l'annexe 16 du présent décret, relatif à l'achat de gasoil pour véhicules automobiles et de gasoil de chauffage.

Art. 17. Assentiment est donné à l'accord de coopération du 20 juin 2013 entre la Région wallonne et la Communauté française, visé à l'annexe 17 du présent décret, relatif à l'achat de trousse de secours (matériel de sécurité).

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 10 octobre 2013.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Emploi, de la Formation et des Sports,
A. ANTOINE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., du Commerce extérieur et des Technologies nouvelles,
J.-Cl. MARCOURT

Le Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville,
P. FURLAN

Le Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,
Mme E. TILLIEUX

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,
Ph. HENRY

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,
C. DI ANTONIO

(1) *Session 2012-2013.*

Documents du Parlement wallon, 850 (2012-2013). N^{os} 1 à 3.

Compte rendu intégral, séance plénière du 9 octobre 2013.

Discussion.

Vote.

ANNEXE 1^{re}**20 JUIN 2013. — Accord de coopération entre la Région wallonne et la Communauté française relatif à l'achat de bureaux**

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment ses articles 87, 89 et 92bis;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, notamment ses articles 2, 4^o et 15;

Vu les délibérations du Gouvernement wallon des 14 mars 2013 et 20 juin 2013;

Vu les délibérations du Gouvernement de la Communauté française des 14 mars 2013 et 20 juin 2013;

Considérant qu'aux termes de l'article 4, § 1^{er}, de la loi du 24 décembre 1993, ladite loi sur les marchés publics est applicable tant à la Région wallonne qu'à la Communauté française en leur qualité de pouvoir adjudicateur;

Considérant que l'article 2, 4^o, de la loi du 15 juin 2006 permet à un pouvoir adjudicateur de constituer une centrale d'achats et donc d'acquérir des fournitures destinées à d'autres pouvoirs adjudicateurs;

Considérant qu'en vertu de l'article 15 de la loi du 15 juin 2006, un pouvoir adjudicateur qui recourt à une centrale d'achats telle que définie à l'article 2, 4^o, est dispensé de l'obligation d'organiser lui-même une procédure de passation;

Considérant que la Région wallonne a lancé un appel d'offres général soumis à publicité européenne relatif à l'achat de bureaux;

Considérant que ce marché couvre la période allant jusqu'au 31 décembre 2016, sous réserve d'une prolongation éventuelle;

Considérant que la Région wallonne a constitué une centrale d'achats destinée à acquérir des bureaux;

Considérant le fait que la Communauté française doit également lancer un marché public portant sur l'achat de bureaux;

Considérant que, par les décisions de son Gouvernement datées des 14 mars 2013 et 20 juin 2013, la Communauté française a décidé de recourir à cette centrale d'achats et de se faire identifier, dans l'appel d'offres général européen lancé par la Région wallonne, comme pouvoir adjudicateur bénéficiaire de ladite centrale d'achats;

La Communauté française, représentée par son Gouvernement en la personne de son Ministre-Président, M. Rudy Demotte, et en la personne de son Vice-Président et Ministre de l'Enfance, de la Recherche et de la Fonction publique, M. Jean-Marc Nollet;

La Région wallonne, représentée par son Gouvernement en la personne de son Ministre-Président, M. Rudy Demotte, et en la personne de son Vice-Président et Ministre du Développement durable et de la Fonction publique, M. Jean-Marc Nollet;

Ci-après dénommées « les parties à l'accord »,

Ont convenu ce qui suit :

Article 1^{er}. Le présent accord concerne les compétences de la Région wallonne et de la Communauté française visées aux articles 87 et 89 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.

Art. 2. La Région wallonne a lancé un appel d'offres général relatif à l'achat de bureaux.

La Région wallonne, pouvoir adjudicateur, a ainsi constitué une centrale d'achats pour acquérir ce type de fournitures.

Dans l'appel d'offres général visé à l'alinéa 1^{er} du présent article, la Région wallonne a identifié la Communauté française comme pouvoir adjudicateur bénéficiaire de la centrale d'achats.

La Communauté française est dès lors dispensée d'organiser elle-même la procédure de passation d'un marché public portant sur le même objet.

Art. 3. La Communauté française reste pleinement responsable de l'exécution du marché visé à l'article 2 et ce, à partir de la commande jusqu'au paiement inclus des fournitures ainsi commandées en fonction de ses besoins propres.

Par conséquent, la direction et le contrôle de l'exécution du marché visé à l'article 2 restent du ressort de chacun des pouvoirs adjudicateurs pour les commandes ainsi effectuées.

La Région wallonne, en tant que centrale d'achats, reste cependant la seule compétente en ce qui concerne les mesures d'office ainsi que pour les modifications unilatérales à apporter, éventuellement, au présent marché. Elle intervient, en outre, lors de l'exécution du marché visé à l'article 2, pour faire appliquer toute disposition issue des documents dudit marché.

Le fonctionnaire dirigeant pour la direction et le contrôle de l'exécution du marché pour la Communauté française est la Direction du Support logistique du Ministère de la Communauté française.

Le fonctionnaire dirigeant pour la direction et le contrôle de l'exécution du marché pour la Région wallonne est la Direction de la Gestion mobilière du Service public de Wallonie.

Art. 4. La Communauté française et la Région wallonne procéderont au paiement des fournitures commandées, chacune en fonction de ses besoins propres, après avoir vérifié et approuvé les factures établies par l'adjudicataire à la suite de la livraison desdites fournitures.

Le paiement des fournitures est effectué dans les cinquante jours de calendrier à compter de la date à laquelle les formalités de réception sont terminées, pour autant que la Communauté française et la Région wallonne, chacune pour ce qui la concerne, soient en possession tant de la facture régulièrement établie que des autres documents éventuellement exigés.

Art. 5. Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée.

Art. 6. Le présent accord entre en vigueur après l'assentiment du Parlement wallon et du Parlement de la Communauté française, au jour de la publication du dernier des deux décrets d'assentiment au *Moniteur belge*.

Namur, le 20 juin 2013.

Pour la Région wallonne :

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

Pour la Communauté française :

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Enfance, de la Recherche et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

ANNEXE 2

20 JUIN 2013. — Accord de coopération entre la Région wallonne et la Communauté française relatif à l'achat de cachets administratifs et nominatifs

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment ses articles 87, 89 et 92 bis;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, notamment ses articles 2, 4^o et 15;

Vu les délibérations du Gouvernement wallon des 14 mars 2013 et 20 juin 2013;

Vu les délibérations du Gouvernement de la Communauté française des 14 mars 2013 et 20 juin 2013;

Considérant qu'aux termes de l'article 4, § 1^{er}, de la loi du 24 décembre 1993, ladite loi sur les marchés publics est applicable tant à la Région wallonne qu'à la Communauté française en leur qualité de pouvoir adjudicateur;

Considérant que l'article 2, 4^o, de la loi du 15 juin 2006 permet à un pouvoir adjudicateur de constituer une centrale d'achats et donc d'acquérir des fournitures destinées à d'autres pouvoirs adjudicateurs;

Considérant qu'en vertu de l'article 15 de la loi du 15 juin 2006, un pouvoir adjudicateur qui recourt à une centrale d'achats telle que définie à l'article 2, 4^o, est dispensé de l'obligation d'organiser lui-même une procédure de passation;

Considérant que la Région wallonne a lancé un appel d'offres général relatif à l'achat de cachets administratifs et nominatifs;

Considérant que ce marché couvre la période allant jusqu'au 31 décembre 2015, sous réserve d'une prolongation éventuelle;

Considérant que la Région wallonne a constitué une centrale d'achats destinée à acquérir des cachets administratifs et nominatifs;

Considérant le fait que la Communauté française doit également lancer un marché public portant sur l'achat de cachets administratifs et nominatifs;

Considérant que, par les décisions de son Gouvernement datées des 14 mars 2013 et 20 juin 2013, la Communauté française a décidé de recourir à cette centrale d'achats et de se faire identifier, dans l'appel d'offres général lancé par la Région wallonne, comme pouvoir adjudicateur bénéficiaire de ladite centrale d'achats;

La Communauté française, représentée par son Gouvernement en la personne de son Ministre-Président, M. Rudy Demotte, et en la personne de son Vice-Président et Ministre de l'Enfance, de la Recherche et de la Fonction publique, M. Jean-Marc Nollet;

La Région wallonne, représentée par son Gouvernement en la personne de son Ministre-Président, M. Rudy Demotte, et en la personne de son Vice-Président et Ministre du Développement durable et de la Fonction publique, M. Jean-Marc Nollet;

Ci-après dénommées « les parties à l'accord »,

Ont convenu ce qui suit :

Article 1^{er}. Le présent accord concerne les compétences de la Région wallonne et de la Communauté française visées aux articles 87 et 89 de la loi spéciale de réformes institutionnelles.

Art. 2. La Région wallonne a lancé un appel d'offres général relatif à l'achat de cachets administratifs et nominatifs.

La Région wallonne, pouvoir adjudicateur, a ainsi constitué une centrale d'achats pour acquérir ce type de fournitures.

Dans l'appel d'offres général visé à l'alinéa 1^{er} du présent article, la Région wallonne a identifié la Communauté française comme pouvoir adjudicateur bénéficiaire de la centrale d'achats.

La Communauté française est dès lors dispensée d'organiser elle-même la procédure de passation d'un marché public portant sur le même objet.

Art. 3. La Communauté française reste pleinement responsable de l'exécution du marché visé à l'article 2 et ce, à partir de la commande jusqu'au paiement inclus des fournitures ainsi commandées en fonction de ses besoins propres.

Par conséquent, la direction et le contrôle de l'exécution du marché visé à l'article 2 restent du ressort de chacun des pouvoirs adjudicateurs pour les commandes ainsi effectuées.

La Région wallonne, en tant que centrale d'achats, reste cependant la seule compétente en ce qui concerne les mesures d'office ainsi que pour les modifications unilatérales à apporter, éventuellement, au présent marché. Elle intervient, en outre, lors de l'exécution du marché visé à l'article 2, pour faire appliquer toute disposition issue des documents dudit marché.

Le fonctionnaire dirigeant pour la direction et le contrôle de l'exécution du marché pour la Communauté française est la Direction du Support logistique du Ministère de la Communauté française.

Le fonctionnaire dirigeant pour la direction et le contrôle de l'exécution du marché pour la Région wallonne est la Direction de la Gestion mobilière du Service public de Wallonie.

Art. 4. La Communauté française et la Région wallonne procéderont au paiement des fournitures commandées, chacune en fonction de ses besoins propres, après avoir vérifié et approuvé les factures établies par l'adjudicataire à la suite de la livraison desdites fournitures.

Le paiement des fournitures est effectué dans les cinquante jours de calendrier à compter de la date à laquelle les formalités de réception sont terminées, pour autant que la Communauté française et la Région wallonne, chacune pour ce qui la concerne, soient en possession tant de la facture régulièrement établie que des autres documents éventuellement exigés.

Art. 5. Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée.

Art. 6. Le présent accord entre en vigueur après l'assentiment du Parlement wallon et du Parlement de la Communauté française, au jour de la publication du dernier des deux décrets d'assentiment au *Moniteur belge*.

Namur, le 20 juin 2013.

Pour la Région wallonne :

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

Pour la Communauté française :

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Enfance, de la Recherche et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

ANNEXE 3

20 JUIN 2013. — Accord de coopération entre la Région wallonne et la Communauté française relatif à l'achat de classeurs métalliques

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment ses articles 87, 89 et 92bis;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, notamment ses articles 2, 4^o et 15;

Vu les délibérations du Gouvernement wallon des 14 mars 2013 et 20 juin 2013;

Vu les délibérations du Gouvernement de la Communauté française des 14 mars 2013 et 20 juin 2013;

Considérant qu'aux termes de l'article 4, § 1^{er}, de la loi du 24 décembre 1993, ladite loi sur les marchés publics est applicable tant à la Région wallonne qu'à la Communauté française en leur qualité de pouvoir adjudicateur;

Considérant que l'article 2, 4^o, de la loi du 15 juin 2006 permet à un pouvoir adjudicateur de constituer une centrale d'achats et donc d'acquérir des fournitures destinées à d'autres pouvoirs adjudicateurs;

Considérant qu'en vertu de l'article 15 de la loi du 15 juin 2006, un pouvoir adjudicateur qui recourt à une centrale d'achats telle que définie à l'article 2, 4^o, est dispensé de l'obligation d'organiser lui-même une procédure de passation;

Considérant que la Région wallonne a lancé un appel d'offres général soumis à publicité européenne relatif à l'achat de classeurs métalliques;

Considérant que ce marché couvre la période allant jusqu'au 31 décembre 2016, sous réserve d'une prolongation éventuelle;

Considérant que la Région wallonne a constitué une centrale d'achats destinée à acquérir des classeurs métalliques;

Considérant le fait que la Communauté française doit également lancer un marché public portant sur l'achat de classeurs métalliques;

Considérant que, par les décisions de son Gouvernement datées des 14 mars 2013 et 20 juin 2013, la Communauté française a décidé de recourir à cette centrale d'achats et de se faire identifier, dans l'appel d'offres général européen lancé par la Région wallonne, comme pouvoir adjudicateur bénéficiaire de ladite centrale d'achats;

La Communauté française, représentée par son Gouvernement en la personne de son Ministre-Président, M. Rudy Demotte, et en la personne de son Vice-Président et Ministre de l'Enfance, de la Recherche et de la Fonction publique, M. Jean-Marc Nollet;

La Région wallonne, représentée par son Gouvernement en la personne de son Ministre-Président, M. Rudy Demotte, et en la personne de son Vice-Président et Ministre du Développement durable et de la Fonction publique, M. Jean-Marc Nollet;

Ci-après dénommées « les parties à l'accord »,

Ont convenu ce qui suit :

Article 1^{er}. Le présent accord concerne les compétences de la Région wallonne et de la Communauté française visées aux articles 87 et 89 de la loi spéciale de réformes institutionnelles.

Art. 2. La Région wallonne a lancé un appel d'offres général relatif à l'achat de classeurs métalliques.

La Région wallonne, pouvoir adjudicateur, a ainsi constitué une centrale d'achats pour acquérir ce type de fournitures.

Dans l'appel d'offres général visé à l'alinéa 1^{er} du présent article, la Région wallonne a identifié la Communauté française comme pouvoir adjudicateur bénéficiaire de la centrale d'achats.

La Communauté française est dès lors dispensée d'organiser elle-même la procédure de passation d'un marché public portant sur le même objet.

Art. 3. La Communauté française reste pleinement responsable de l'exécution du marché visé à l'article 2 et ce, à partir de la commande jusqu'au paiement inclus des fournitures ainsi commandées en fonction de ses besoins propres.

Par conséquent, la direction et le contrôle de l'exécution du marché visé à l'article 2 restent du ressort de chacun des pouvoirs adjudicateurs pour les commandes ainsi effectuées.

La Région wallonne, en tant que centrale d'achats, reste cependant la seule compétente en ce qui concerne les mesures d'office ainsi que pour les modifications unilatérales à apporter, éventuellement, au présent marché. Elle intervient, en outre, lors de l'exécution du marché visé à l'article 2, pour faire appliquer toute disposition issue des documents dudit marché.

Le fonctionnaire dirigeant pour la direction et le contrôle de l'exécution du marché pour la Communauté française est la Direction du Support logistique du Ministère de la Communauté française.

Le fonctionnaire dirigeant pour la direction et le contrôle de l'exécution du marché pour la Région wallonne est la Direction de la Gestion mobilière du Service public de Wallonie.

Art. 4. La Communauté française et la Région wallonne procéderont au paiement des fournitures commandées, chacune en fonction de ses besoins propres, après avoir vérifié et approuvé les factures établies par l'adjudicataire à la suite de la livraison desdites fournitures.

Le paiement des fournitures est effectué dans les cinquante jours de calendrier à compter de la date à laquelle les formalités de réception sont terminées, pour autant que la Communauté française et la Région wallonne, chacune pour ce qui la concerne, soient en possession tant de la facture régulièrement établie que des autres documents éventuellement exigés.

Art. 5. Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée.

Art. 6. Le présent accord entre en vigueur après l'assentiment du Parlement wallon et du Parlement de la Communauté française, au jour de la publication du dernier des deux décrets d'assentiment au *Moniteur belge*.

Namur, le 20 juin 2013.

Pour la Région wallonne :

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

Pour la Communauté française :

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Enfance, de la Recherche et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

ANNEXE 4

20 JUIN 2013. — Accord de coopération entre la Région wallonne et la Communauté française relatif à l'achat d'éléments de mobilier divers

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment ses articles 87, 89 et 92bis;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, notamment ses articles 2, 4^o et 15;

Vu les délibérations du Gouvernement wallon des 14 mars 2013 et 20 juin 2013;

Vu les délibérations du Gouvernement de la Communauté française des 14 mars 2013 et 20 juin 2013;

Considérant qu'aux termes de l'article 4, § 1^{er}, de la loi du 24 décembre 1993, ladite loi sur les marchés publics est applicable tant à la Région wallonne qu'à la Communauté française en leur qualité de pouvoir adjudicateur;

Considérant que l'article 2, 4^o, de la loi du 15 juin 2006 permet à un pouvoir adjudicateur de constituer une centrale d'achats et donc d'acquérir des fournitures destinées à d'autres pouvoirs adjudicateurs;

Considérant qu'en vertu de l'article 15 de la loi du 15 juin 2006, un pouvoir adjudicateur qui recourt à une centrale d'achats telle que définie à l'article 2, 4^o, est dispensé de l'obligation d'organiser lui-même une procédure de passation;

Considérant que la Région wallonne a lancé un appel d'offres général soumis à publicité européenne relatif à l'achat d'éléments de mobiliers divers;

Considérant que ce marché couvre la période allant jusqu'au 31 décembre 2016, sous réserve d'une prolongation éventuelle;

Considérant que la Région wallonne a constitué une centrale d'achats destinée à acquérir des éléments de mobiliers divers;

Considérant le fait que la Communauté française doit également lancer un marché public portant sur l'achat d'éléments de mobiliers divers;

Considérant que, par les décisions de son Gouvernement datées des 14 mars 2013 et 20 juin 2013, la Communauté française a décidé de recourir à cette centrale d'achats et de se faire identifier, dans l'appel d'offres général européen lancé par la Région wallonne, comme pouvoir adjudicateur bénéficiaire de ladite centrale d'achats;

La Communauté française, représentée par son Gouvernement en la personne de son Ministre-Président, M. Rudy Demotte, et en la personne de son Vice-Président et Ministre de l'Enfance, de la Recherche et de la Fonction publique, M. Jean-Marc Nollet;

La Région wallonne, représentée par son Gouvernement en la personne de son Ministre-Président, M. Rudy Demotte, et en la personne de son Vice-Président et Ministre du Développement durable et de la Fonction publique, M. Jean-Marc Nollet;

Ci-après dénommées « les parties à l'accord »,

Ont convenu ce qui suit :

Article 1^{er}. Le présent accord concerne les compétences de la Région wallonne et de la Communauté française visées aux articles 87 et 89 de la loi spéciale de réformes institutionnelles.

Art. 2. La Région wallonne a lancé un appel d'offres général relatif à l'achat d'éléments de mobiliers divers.

La Région wallonne, pouvoir adjudicateur, a ainsi constitué une centrale d'achats pour acquérir ce type de fournitures.

Dans l'appel d'offres général visé à l'alinéa 1^{er} du présent article, la Région wallonne a identifié la Communauté française comme pouvoir adjudicateur bénéficiaire de la centrale d'achats.

La Communauté française est dès lors dispensée d'organiser elle-même la procédure de passation d'un marché public portant sur le même objet.

Art. 3. La Communauté française reste pleinement responsable de l'exécution du marché visé à l'article 2 et ce, à partir de la commande jusqu'au paiement inclus des fournitures ainsi commandées en fonction de ses besoins propres.

Par conséquent, la direction et le contrôle de l'exécution du marché visé à l'article 2 restent du ressort de chacun des pouvoirs adjudicateurs pour les commandes ainsi effectuées.

La Région wallonne, en tant que centrale d'achats, reste cependant la seule compétente en ce qui concerne les mesures d'office ainsi que pour les modifications unilatérales à apporter, éventuellement, au présent marché. Elle intervient, en outre, lors de l'exécution du marché visé à l'article 2, pour faire appliquer toute disposition issue des documents dudit marché.

Le fonctionnaire dirigeant pour la direction et le contrôle de l'exécution du marché pour la Communauté française est la Direction du Support logistique du Ministère de la Communauté française.

Le fonctionnaire dirigeant pour la direction et le contrôle de l'exécution du marché pour la Région wallonne est la Direction de la Gestion mobilière du Service public de Wallonie.

Art. 4. La Communauté française et la Région wallonne procéderont au paiement des fournitures commandées, chacune en fonction de ses besoins propres, après avoir vérifié et approuvé les factures établies par l'adjudicataire à la suite de la livraison desdites fournitures.

Le paiement des fournitures est effectué dans les cinquante jours de calendrier à compter de la date à laquelle les formalités de réception sont terminées, pour autant que la Communauté française et la Région wallonne, chacune pour ce qui la concerne, soient en possession tant de la facture régulièrement établie que des autres documents éventuellement exigés.

Art. 5. Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée.

Art. 6. Le présent accord entre en vigueur après l'assentiment du Parlement wallon et du Parlement de la Communauté française, au jour de la publication du dernier des deux décrets d'assentiment au *Moniteur belge*.

Namur, le 20 juin 2013.

Pour la Région wallonne :

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

Pour la Communauté française :

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Enfance, de la Recherche et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

ANNEXE 5

20 JUIN 2013. — Accord de coopération entre la Région wallonne et la Communauté française relatif à l'achat de petites fournitures de bureau

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment ses articles 87, 89 et 92bis;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, notamment ses articles 2, 4^o et 15;

Vu les délibérations du Gouvernement wallon des 14 mars 2013 et 20 juin 2013;

Vu les délibérations du Gouvernement de la Communauté française des 14 mars 2013 et 20 juin 2013;

Considérant qu'aux termes de l'article 4, § 1^{er}, de la loi du 24 décembre 1993, ladite loi sur les marchés publics est applicable tant à la Région wallonne qu'à la Communauté française en leur qualité de pouvoir adjudicateur;

Considérant que l'article 2, 4^o, de la loi du 15 juin 2006 permet à un pouvoir adjudicateur de constituer une centrale d'achats et donc d'acquérir des fournitures destinées à d'autres pouvoirs adjudicateurs;

Considérant qu'en vertu de l'article 15 de la loi du 15 juin 2006, un pouvoir adjudicateur qui recourt à une centrale d'achats telle que définie à l'article 2, 4^o, est dispensé de l'obligation d'organiser lui-même une procédure de passation;

Considérant que la Région wallonne a lancé un appel d'offres général soumis à publicité européenne relatif à l'achat de petites fournitures de bureau;

Considérant que ce marché couvre la période allant jusqu'au 31 décembre 2015, sous réserve d'une prolongation éventuelle;

Considérant que la Région wallonne a constitué une centrale d'achats destinée à acquérir des petites fournitures de bureau;

Considérant le fait que la Communauté française doit également lancer un marché public portant sur l'achat de petites fournitures de bureau;

Considérant que, par les décisions de son Gouvernement datées des 14 mars 2013 et 20 juin 2013, la Communauté française a décidé de recourir à cette centrale d'achats et de se faire identifier, dans l'appel d'offres général européen lancé par la Région wallonne, comme pouvoir adjudicateur bénéficiaire de ladite centrale d'achats;

La Communauté française, représentée par son Gouvernement en la personne de son Ministre-Président, M. Rudy Demotte, et en la personne de son Vice-Président et Ministre de l'Enfance, de la Recherche et de la Fonction publique, M. Jean-Marc Nollet;

La Région wallonne, représentée par son Gouvernement en la personne de son Ministre-Président, M. Rudy Demotte, et en la personne de son Vice-Président et Ministre du Développement durable et de la Fonction publique, M. Jean-Marc Nollet;

Ci-après dénommées « les parties à l'accord »,

Ont convenu ce qui suit :

Article 1^{er}. Le présent accord concerne les compétences de la Région wallonne et de la Communauté française visées aux articles 87 et 89 de la loi spéciale de réformes institutionnelles.

Art. 2. La Région wallonne a lancé un appel d'offres général relatif à l'achat de petites fournitures de bureau.

La Région wallonne, pouvoir adjudicateur, a ainsi constitué une centrale d'achats pour acquérir ce type de fournitures.

Dans l'appel d'offres général visé à l'alinéa 1^{er} du présent article, la Région wallonne a identifié la Communauté française comme pouvoir adjudicateur bénéficiaire de la centrale d'achats.

La Communauté française est dès lors dispensée d'organiser elle-même la procédure de passation d'un marché public portant sur le même objet.

Art. 3. La Communauté française reste pleinement responsable de l'exécution du marché visé à l'article 2 et ce, à partir de la commande jusqu'au paiement inclus des fournitures ainsi commandées en fonction de ses besoins propres.

Par conséquent, la direction et le contrôle de l'exécution du marché visé à l'article 2 restent du ressort de chacun des pouvoirs adjudicateurs pour les commandes ainsi effectuées.

La Région wallonne, en tant que centrale d'achats, reste cependant la seule compétente en ce qui concerne les mesures d'office ainsi que pour les modifications unilatérales à apporter, éventuellement, au présent marché. Elle intervient, en outre, lors de l'exécution du marché visé à l'article 2, pour faire appliquer toute disposition issue des documents dudit marché.

Le fonctionnaire dirigeant pour la direction et le contrôle de l'exécution du marché pour la Communauté française est la Direction du Support logistique du Ministère de la Communauté française.

Le fonctionnaire dirigeant pour la direction et le contrôle de l'exécution du marché pour la Région wallonne est la Direction de la Gestion mobilière du Service public de Wallonie.

Art. 4. La Communauté française et la Région wallonne procèderont au paiement des fournitures commandées, chacune en fonction de ses besoins propres, après avoir vérifié et approuvé les factures établies par l'adjudicataire à la suite de la livraison desdites fournitures.

Le paiement des fournitures est effectué dans les cinquante jours de calendrier à compter de la date à laquelle les formalités de réception sont terminées, pour autant que la Communauté française et la Région wallonne, chacune pour ce qui la concerne, soient en possession tant de la facture régulièrement établie que des autres documents éventuellement exigés.

Art. 5. Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée.

Art. 6. Le présent accord entre en vigueur après l'assentiment du Parlement wallon et du Parlement de la Communauté française, au jour de la publication du dernier des deux décrets d'assentiment au *Moniteur belge*.

Namur, le 20 juin 2013.

Pour la Région wallonne :

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

Pour la Communauté française :

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Enfance, de la Recherche et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

ANNEXE 6

20 JUIN 2013. — Accord de coopération entre la Région wallonne et la Communauté française relatif à l'achat d'accessoires automobiles et, plus particulièrement, de pneus

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment ses articles 87, 89 et 92bis;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, notamment ses articles 2, 4^o et 15;

Vu les délibérations du Gouvernement wallon des 14 mars 2013 et 20 juin 2013;

Vu les délibérations du Gouvernement de la Communauté française des 14 mars 2013 et 20 juin 2013;

Considérant qu'aux termes de l'article 4, § 1^{er}, de la loi du 24 décembre 1993, ladite loi sur les marchés publics est applicable tant à la Région wallonne qu'à la Communauté française en leur qualité de pouvoir adjudicateur;

Considérant que l'article 2, 4^o, de la loi du 15 juin 2006 permet à un pouvoir adjudicateur de constituer une centrale d'achats et donc d'acquérir des fournitures destinées à d'autres pouvoirs adjudicateurs;

Considérant qu'en vertu de l'article 15 de la loi du 15 juin 2006, un pouvoir adjudicateur qui recourt à une centrale d'achats telle que définie à l'article 2, 4^o, est dispensé de l'obligation d'organiser lui-même une procédure de passation;

Considérant que la Région wallonne a lancé un appel d'offres général relatif à l'achat d'accessoires automobiles et, plus particulièrement, de pneus;

Considérant que ce marché couvre la période allant jusqu'au 31 décembre 2014, sous réserve d'une prolongation éventuelle;

Considérant que la Région wallonne a constitué une centrale d'achats destinée à acquérir des accessoires automobiles et, plus particulièrement, de pneus;

Considérant le fait que la Communauté française doit également lancer un marché public portant sur l'achat d'accessoires automobiles et, plus particulièrement, de pneus;

Considérant que, par les décisions de son Gouvernement datées des 14 mars 2013 et 20 juin 2013, la Communauté française a décidé de recourir à cette centrale d'achats et de se faire identifier, dans l'appel d'offres général européen lancé par la Région wallonne, comme pouvoir adjudicateur bénéficiaire de ladite centrale d'achats;

La Communauté française, représentée par son Gouvernement en la personne de son Ministre-Président, M. Rudy Demotte, et en la personne de son Vice-Président et Ministre de l'Enfance, de la Recherche et de la Fonction publique, M. Jean-Marc Nollet;

La Région wallonne, représentée par son Gouvernement en la personne de son Ministre-Président, M. Rudy Demotte, et en la personne de son Vice-Président et Ministre du Développement durable et de la Fonction publique, M. Jean-Marc Nollet;

Ci-après dénommées « les parties à l'accord »,

Ont convenu ce qui suit :

Article 1^{er}. Le présent accord concerne les compétences de la Région wallonne et de la Communauté française visées aux articles 87 et 89 de la loi spéciale de réformes institutionnelles.

Art. 2. La Région wallonne a lancé un appel d'offres général relatif à l'achat d'accessoires automobiles et, plus particulièrement, de pneus.

La Région wallonne, pouvoir adjudicateur, a ainsi constitué une centrale d'achats pour acquérir ce type de fournitures automobiles.

Dans l'appel d'offres général visé à l'alinéa 1^{er} du présent article, la Région wallonne a identifié la Communauté française comme pouvoir adjudicateur bénéficiaire de la centrale d'achats.

La Communauté française est dès lors dispensée d'organiser elle-même la procédure de passation d'un marché public portant sur le même objet.

Art. 3. La Communauté française reste pleinement responsable de l'exécution du marché visé à l'article 2 et ce, à partir de la commande jusqu'au paiement inclus des fournitures ainsi commandées en fonction de ses besoins propres.

Par conséquent, la direction et le contrôle de l'exécution du marché visé à l'article 2 restent du ressort de chacun des pouvoirs adjudicateurs pour les commandes ainsi effectuées.

La Région wallonne, en tant que centrale d'achats, reste cependant la seule compétente en ce qui concerne les mesures d'office ainsi que pour les modifications unilatérales à apporter, éventuellement, au présent marché. Elle intervient, en outre, lors de l'exécution du marché visé à l'article 2, pour faire appliquer toute disposition issue des documents dudit marché.

Le fonctionnaire dirigeant pour la direction et le contrôle de l'exécution du marché pour la Communauté française est la Direction du Support logistique du Ministère de la Communauté française.

Le fonctionnaire dirigeant pour la direction et le contrôle de l'exécution du marché pour la Région wallonne est la Direction de la Gestion mobilière du Service public de Wallonie.

Art. 4. La Communauté française et la Région wallonne procéderont au paiement des fournitures commandées, chacune en fonction de ses besoins propres, après avoir vérifié et approuvé les factures établies par l'adjudicataire à la suite de la livraison desdites fournitures.

Le paiement des fournitures est effectué dans les cinquante jours de calendrier à compter de la date à laquelle les formalités de réception sont terminées, pour autant que la Communauté française et la Région wallonne, chacune pour ce qui la concerne, soient en possession tant de la facture régulièrement établie que des autres documents éventuellement exigés.

Art. 5. Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée.

Art. 6. Le présent accord entre en vigueur après l'assentiment du Parlement wallon et du Parlement de la Communauté française, au jour de la publication du dernier des deux décrets d'assentiment au *Moniteur belge*.

Namur, le 20 juin 2013.

Pour la Région wallonne :

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

Pour la Communauté française :

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Enfance, de la Recherche et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

ANNEXE 7

20 JUIN 2013. — Accord de coopération entre la Région wallonne et la Communauté française relatif à l'achat de petit matériel et produits d'entretien

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment ses articles 87, 89 et 92bis;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, notamment ses articles 2, 4^o et 15;

Vu les délibérations du Gouvernement wallon des 14 mars 2013 et 20 juin 2013;

Vu les délibérations du Gouvernement de la Communauté française des 14 mars 2013 et 20 juin 2013;

Considérant qu'aux termes de l'article 4, § 1^{er}, de la loi du 24 décembre 1993, ladite loi sur les marchés publics est applicable tant à la Région wallonne qu'à la Communauté française en leur qualité de pouvoir adjudicateur;

Considérant que l'article 2, 4^o, de la loi du 15 juin 2006 permet à un pouvoir adjudicateur de constituer une centrale d'achats et donc d'acquérir des fournitures destinées à d'autres pouvoirs adjudicateurs;

Considérant qu'en vertu de l'article 15 de la loi du 15 juin 2006, un pouvoir adjudicateur qui recourt à une centrale d'achats telle que définie à l'article 2, 4^o, est dispensé de l'obligation d'organiser lui-même une procédure de passation;

Considérant que la Région wallonne a lancé un appel d'offres général soumis à publicité européenne relatif à l'achat de petit matériel et de produits d'entretien;

Considérant que ce marché couvre la période allant jusqu'au 31 décembre 2015, sous réserve d'une prolongation éventuelle;

Considérant que la Région wallonne a constitué une centrale d'achats destinée à acquérir du petit matériel et de produits d'entretien;

Considérant le fait que la Communauté française doit également lancer un marché public portant sur l'achat de petit matériel et de produits d'entretien;

Considérant que, par les décisions de son Gouvernement datées des 14 mars 2013 et 20 juin 2013, la Communauté française a décidé de recourir à cette centrale d'achats et de se faire identifier, dans l'appel d'offres général européen lancé par la Région wallonne, comme pouvoir adjudicateur bénéficiaire de ladite centrale d'achats;

La Communauté française, représentée par son Gouvernement en la personne de son Ministre-Président, M. Rudy Demotte, et en la personne de son Vice-Président et Ministre de l'Enfance, de la Recherche et de la Fonction publique, M. Jean-Marc Nollet;

La Région wallonne, représentée par son Gouvernement en la personne de son Ministre-Président, M. Rudy Demotte, et en la personne de son Vice-Président et Ministre du Développement durable et de la Fonction publique, M. Jean-Marc Nollet;

Ci-après dénommées « les parties à l'accord »,

Ont convenu ce qui suit :

Article 1^{er}. Le présent accord concerne les compétences de la Région wallonne et de la Communauté française visées aux articles 87 et 89 de la loi spéciale de réformes institutionnelles.

Art. 2. La Région wallonne a lancé un appel d'offres général relatif à l'achat de petit matériel et de produits d'entretien.

La Région wallonne, pouvoir adjudicateur, a ainsi constitué une centrale d'achats pour acquérir ce type de fournitures.

Dans l'appel d'offres général visé à l'alinéa 1^{er} du présent article, la Région wallonne a identifié la Communauté française comme pouvoir adjudicateur bénéficiaire de la centrale d'achats.

La Communauté française est dès lors dispensée d'organiser elle-même la procédure de passation d'un marché public portant sur le même objet.

Art. 3. La Communauté française reste pleinement responsable de l'exécution du marché visé à l'article 2 et ce, à partir de la commande jusqu'au paiement inclus des fournitures ainsi commandées en fonction de ses besoins propres.

Par conséquent, la direction et le contrôle de l'exécution du marché visé à l'article 2 restent du ressort de chacun des pouvoirs adjudicateurs pour les commandes ainsi effectuées.

La Région wallonne, en tant que centrale d'achats, reste cependant la seule compétente en ce qui concerne les mesures d'office ainsi que pour les modifications unilatérales à apporter, éventuellement, au présent marché. Elle intervient, en outre, lors de l'exécution du marché visé à l'article 2, pour faire appliquer toute disposition issue des documents dudit marché.

Le fonctionnaire dirigeant pour la direction et le contrôle de l'exécution du marché pour la Communauté française est la Direction du Support logistique du Ministère de la Communauté française.

Le fonctionnaire dirigeant pour la direction et le contrôle de l'exécution du marché pour la Région wallonne est la Direction de la Gestion mobilière du Service public de Wallonie.

Art. 4. La Communauté française et la Région wallonne procéderont au paiement des fournitures commandées, chacune en fonction de ses besoins propres, après avoir vérifié et approuvé les factures établies par l'adjudicataire à la suite de la livraison desdites fournitures.

Le paiement des fournitures est effectué dans les cinquante jours de calendrier à compter de la date à laquelle les formalités de réception sont terminées, pour autant que la Communauté française et la Région wallonne, chacune pour ce qui la concerne, soient en possession tant de la facture régulièrement établie que des autres documents éventuellement exigés.

Art. 5. Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée.

Art. 6. Le présent accord entre en vigueur après l'assentiment du Parlement wallon et du Parlement de la Communauté française, au jour de la publication du dernier des deux décrets d'assentiment au *Moniteur belge*.

Namur, le 20 juin 2013.

Pour la Région wallonne :

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

Pour la Communauté française :

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Enfance, de la Recherche et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

ANNEXE 8

20 JUIN 2013. — Accord de coopération entre la Région wallonne et la Communauté française relatif à l'achat de sièges de différents types

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment ses articles 87, 89 et 92bis;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, notamment ses articles 2, 4^o et 15;

Vu les délibérations du Gouvernement wallon des 14 mars 2013 et 20 juin 2013;

Vu les délibérations du Gouvernement de la Communauté française des 14 mars 2013 et 20 juin 2013;

Considérant qu'aux termes de l'article 4, § 1^{er}, de la loi du 24 décembre 1993, ladite loi sur les marchés publics est applicable tant à la Région wallonne qu'à la Communauté française en leur qualité de pouvoir adjudicateur;

Considérant que l'article 2, 4^o, de la loi du 15 juin 2006 permet à un pouvoir adjudicateur de constituer une centrale d'achats et donc d'acquérir des fournitures destinées à d'autres pouvoirs adjudicateurs;

Considérant qu'en vertu de l'article 15 de la loi du 15 juin 2006, un pouvoir adjudicateur qui recourt à une centrale d'achats telle que définie à l'article 2, 4^o, est dispensé de l'obligation d'organiser lui-même une procédure de passation;

Considérant que la Région wallonne a lancé un appel d'offres général soumis à publicité européenne relatif à l'achat de sièges de différents types;

Considérant que ce marché couvre la période allant jusqu'au 31 décembre 2016, sous réserve d'une prolongation éventuelle;

Considérant que la Région wallonne a constitué une centrale d'achats destinée à acquérir des sièges de différents types;

Considérant le fait que la Communauté française doit également lancer un marché public portant sur l'achat de sièges de différents types;

Considérant que, par les décisions de son Gouvernement datées des 14 mars 2013 et 20 juin 2013, la Communauté française a décidé de recourir à cette centrale d'achats et de se faire identifier, dans l'appel d'offres général européen lancé par la Région wallonne, comme pouvoir adjudicateur bénéficiaire de ladite centrale d'achats;

La Communauté française, représentée par son Gouvernement en la personne de son Ministre-Président, M. Rudy Demotte, et en la personne de son Vice-Président et Ministre de l'Enfance, de la Recherche et de la Fonction publique, M. Jean-Marc Nollet;

La Région wallonne, représentée par son Gouvernement en la personne de son Ministre-Président, M. Rudy Demotte, et en la personne de son Vice-Président et Ministre du Développement durable et de la Fonction publique, M. Jean-Marc Nollet;

Ci-après dénommées « les parties à l'accord »,

Ont convenu ce qui suit :

Article 1^{er}. Le présent accord concerne les compétences de la Région wallonne et de la Communauté française visées aux articles 87 et 89 de la loi spéciale de réformes institutionnelles.

Art. 2. La Région wallonne a lancé un appel d'offres général relatif à l'achat de sièges de différents types.

La Région wallonne, pouvoir adjudicateur, a ainsi constitué une centrale d'achats pour acquérir ce type de fournitures.

Dans l'appel d'offres général visé à l'alinéa 1^{er} du présent article, la Région wallonne a identifié la Communauté française comme pouvoir adjudicateur bénéficiaire de la centrale d'achats.

La Communauté française est dès lors dispensée d'organiser elle-même la procédure de passation d'un marché public portant sur le même objet.

Art. 3. La Communauté française reste pleinement responsable de l'exécution du marché visé à l'article 2 et ce, à partir de la commande jusqu'au paiement inclus des fournitures ainsi commandées en fonction de ses besoins propres.

Par conséquent, la direction et le contrôle de l'exécution du marché visé à l'article 2 restent du ressort de chacun des pouvoirs adjudicateurs pour les commandes ainsi effectuées.

La Région wallonne, en tant que centrale d'achats, reste cependant la seule compétente en ce qui concerne les mesures d'office ainsi que pour les modifications unilatérales à apporter, éventuellement, au présent marché. Elle intervient, en outre, lors de l'exécution du marché visé à l'article 2, pour faire appliquer toute disposition issue des documents dudit marché.

Le fonctionnaire dirigeant pour la direction et le contrôle de l'exécution du marché pour la Communauté française est la Direction du Support logistique du Ministère de la Communauté française.

Le fonctionnaire dirigeant pour la direction et le contrôle de l'exécution du marché pour la Région wallonne est la Direction de la Gestion mobilière du Service public de Wallonie.

Art. 4. La Communauté française et la Région wallonne procéderont au paiement des fournitures commandées, chacune en fonction de ses besoins propres, après avoir vérifié et approuvé les factures établies par l'adjudicataire à la suite de la livraison desdites fournitures.

Le paiement des fournitures est effectué dans les cinquante jours de calendrier à compter de la date à laquelle les formalités de réception sont terminées, pour autant que la Communauté française et la Région wallonne, chacune pour ce qui la concerne, soient en possession tant de la facture régulièrement établie que des autres documents éventuellement exigés.

Art. 5. Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée.

Art. 6. Le présent accord entre en vigueur après l'assentiment du Parlement wallon et du Parlement de la Communauté française, au jour de la publication du dernier des deux décrets d'assentiment au *Moniteur belge*.

Namur, le 20 juin 2013.

Pour la Région wallonne :

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

Pour la Communauté française :

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Enfance, de la Recherche et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

ANNEXE 9

20 JUIN 2013. — Accord de coopération entre la Région wallonne et la Communauté française relatif à l'achat de véhicules de service

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment ses articles 87, 89 et 92bis;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, notamment ses articles 2, 4^o et 15;

Vu les délibérations du Gouvernement wallon des 14 mars 2013 et 20 juin 2013;

Vu les délibérations du Gouvernement de la Communauté française des 14 mars 2013 et 20 juin 2013;

Considérant qu'aux termes de l'article 4, § 1^{er}, de la loi du 24 décembre 1993, ladite loi sur les marchés publics est applicable tant à la Région wallonne qu'à la Communauté française en leur qualité de pouvoir adjudicateur;

Considérant que l'article 2, 4^o, de la loi du 15 juin 2006 permet à un pouvoir adjudicateur de constituer une centrale d'achats et donc d'acquérir des fournitures destinées à d'autres pouvoirs adjudicateurs;

Considérant qu'en vertu de l'article 15 de la loi du 15 juin 2006, un pouvoir adjudicateur qui recourt à une centrale d'achat telle que définie à l'article 2, 4^o, est dispensé de l'obligation d'organiser lui-même une procédure de passation;

Considérant que la Région wallonne a lancé un appel d'offres général soumis à publicité européenne relatif à l'achat de véhicules de service;

Considérant que ce marché couvre la période allant jusqu'au 31 décembre 2014, sous réserve d'une prolongation éventuelle;

Considérant que la Région wallonne a constitué une centrale d'achats destinée à acquérir des véhicules de service;

Considérant le fait que la Communauté française doit également lancer un marché public portant sur l'achat de véhicules de service;

Considérant que, par les décisions de son Gouvernement datées des 14 mars 2013 et 20 juin 2013, la Communauté française a décidé de recourir à cette centrale d'achats et de se faire identifier, dans l'appel d'offres général européen lancé par la Région wallonne, comme pouvoir adjudicateur bénéficiaire de ladite centrale d'achats;

La Communauté française, représentée par son Gouvernement en la personne de son Ministre-Président, M. Rudy Demotte, et en la personne de son Vice-Président et Ministre de l'Enfance, de la Recherche et de la Fonction publique, M. Jean-Marc Nollet;

La Région wallonne, représentée par son Gouvernement en la personne de son Ministre-Président, M. Rudy Demotte, et en la personne de son Vice-Président et Ministre du Développement durable et de la Fonction publique, M. Jean-Marc Nollet;

Ci-après dénommées « les parties à l'accord »,

Ont convenu ce qui suit :

Article 1^{er}. Le présent accord concerne les compétences de la Région wallonne et de la Communauté française visées aux articles 87 et 89 de la loi spéciale de réformes institutionnelles.

Art. 2. La Région wallonne a lancé un appel d'offres général relatif à l'achat de véhicules de service.

La Région wallonne, pouvoir adjudicateur, a ainsi constitué une centrale d'achats pour acquérir ce type de véhicules.

Dans l'appel d'offres général visé à l'alinéa 1^{er} du présent article, la Région wallonne a identifié la Communauté française comme pouvoir adjudicateur bénéficiaire de la centrale d'achats.

La Communauté française est dès lors dispensée d'organiser elle-même la procédure de passation d'un marché public portant sur le même objet.

Art. 3. La Communauté française reste pleinement responsable de l'exécution du marché visé à l'article 2 et ce, à partir de la commande jusqu'au paiement inclus des fournitures ainsi commandées en fonction de ses besoins propres.

Par conséquent, la direction et le contrôle de l'exécution du marché visé à l'article 2 restent du ressort de chacun des pouvoirs adjudicateurs pour les commandes ainsi effectuées.

La Région wallonne, en tant que centrale d'achats, reste cependant la seule compétente en ce qui concerne les mesures d'office ainsi que pour les modifications unilatérales à apporter, éventuellement, au présent marché. Elle intervient, en outre, lors de l'exécution du marché visé à l'article 2, pour faire appliquer toute disposition issue des documents dudit marché.

Le fonctionnaire dirigeant pour la direction et le contrôle de l'exécution du marché pour la Communauté française est la Direction du Support logistique du Ministère de la Communauté française.

Le fonctionnaire dirigeant pour la direction et le contrôle de l'exécution du marché pour la Région wallonne est la Direction de la Gestion mobilière du Service public de Wallonie.

Art. 4. La Communauté française et la Région wallonne procéderont au paiement des fournitures commandées, chacune en fonction de ses besoins propres, après avoir vérifié et approuvé les factures établies par l'adjudicataire à la suite de la livraison desdites fournitures.

Le paiement des fournitures est effectué dans les cinquante jours de calendrier à compter de la date à laquelle les formalités de réception sont terminées, pour autant que la Communauté française et la Région wallonne, chacune pour ce qui la concerne, soient en possession tant de la facture régulièrement établie que des autres documents éventuellement exigés.

Art. 5. Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée.

Art. 6. Le présent accord entre en vigueur après l'assentiment du Parlement wallon et du Parlement de la Communauté française, au jour de la publication du dernier des deux décrets d'assentiment au *Moniteur belge*.

Namur, le 20 juin 2013.

Pour la Région wallonne :

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

Pour la Communauté française :

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Enfance, de la Recherche et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

ANNEXE 10

20 JUIN 2013. — Accord de coopération entre la Région wallonne et la Communauté française relatif à l'achat de cartes magnétiques de carburant

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment ses articles 87, 89 et 92bis;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, notamment ses articles 2, 4^o et 15;

Vu les délibérations du Gouvernement wallon des 14 mars 2013 et 20 juin 2013;

Vu les délibérations du Gouvernement de la Communauté française des 14 mars 2013 et 20 juin 2013;

Considérant qu'aux termes de l'article 4, § 1^{er}, de la loi du 24 décembre 1993, ladite loi sur les marchés publics est applicable tant à la Région wallonne qu'à la Communauté française en leur qualité de pouvoir adjudicateur;

Considérant que l'article 2, 4^o, de la loi du 15 juin 2006 permet à un pouvoir adjudicateur de constituer une centrale d'achats et donc d'acquérir des fournitures destinées à d'autres pouvoirs adjudicateurs;

Considérant qu'en vertu de l'article 15 de la loi du 15 juin 2006, un pouvoir adjudicateur qui recourt à une centrale d'achats telle que définie à l'article 2, 4^o, est dispensé de l'obligation d'organiser lui-même une procédure de passation;

Considérant que la Région wallonne a lancé un appel d'offres général soumis à publicité européenne relatif à l'achat de cartes magnétiques de carburant;

Considérant que ce marché couvre la période allant jusqu'au 30 avril 2016, sous réserve d'une prolongation éventuelle;

Considérant que la Région wallonne a constitué une centrale d'achats destinée à acquérir des cartes magnétiques de carburant;

Considérant le fait que la Communauté française doit également lancer un marché public portant sur l'achat de cartes magnétiques de carburant;

Considérant que, par les décisions de son Gouvernement datées des 14 mars 2013 et 20 juin 2013, la Communauté française a décidé de recourir à cette centrale d'achats et de se faire identifier, dans l'appel d'offres général européen lancé par la Région wallonne, comme pouvoir adjudicateur bénéficiaire de ladite centrale d'achats,

La Communauté française, représentée par son Gouvernement en la personne de son Ministre-Président, M. Rudy Demotte, et en la personne de son Vice-Président et Ministre de l'Enfance, de la Recherche et de la Fonction publique, M. Jean-Marc Nollet;

La Région wallonne, représentée par son Gouvernement en la personne de son Ministre-Président, M. Rudy Demotte, et en la personne de son Vice-Président et Ministre du Développement durable et de la Fonction publique, M. Jean-Marc Nollet;

Ci-après dénommées « les parties à l'accord »,

Ont convenu ce qui suit :

Article 1^{er}. Le présent accord concerne les compétences de la Région wallonne et de la Communauté française visées aux articles 87 et 89 de la loi spéciale de réformes institutionnelles.

Art. 2. La Région wallonne a lancé un appel d'offres général relatif à l'achat de cartes magnétiques de carburant.

La Région wallonne, pouvoir adjudicateur, a ainsi constitué une centrale d'achats pour acquérir ce type de cartes magnétiques de carburant.

Dans l'appel d'offres général visé à l'alinéa 1^{er} du présent article, la Région wallonne a identifié la Communauté française comme pouvoir adjudicateur bénéficiaire de la centrale d'achats.

La Communauté française est dès lors dispensée d'organiser elle-même la procédure de passation d'un marché public portant sur le même objet.

Art. 3. La Communauté française reste pleinement responsable de l'exécution du marché visé à l'article 2 et ce, à partir de la commande jusqu'au paiement inclus des fournitures ainsi commandées en fonction de ses besoins propres.

Par conséquent, la direction et le contrôle de l'exécution du marché visé à l'article 2 restent du ressort de chacun des pouvoirs adjudicateurs pour les commandes ainsi effectuées.

La Région wallonne, en tant que centrale d'achats, reste cependant la seule compétente en ce qui concerne les mesures d'office ainsi que pour les modifications unilatérales à apporter, éventuellement, au présent marché. Elle intervient, en outre, lors de l'exécution du marché visé à l'article 2, pour faire appliquer toute disposition issue des documents dudit marché.

Le fonctionnaire dirigeant pour la direction et le contrôle de l'exécution du marché pour la Communauté française est la Direction du Support logistique du Ministère de la Communauté française.

Le fonctionnaire dirigeant pour la direction et le contrôle de l'exécution du marché pour la Région wallonne est la Direction de la Gestion mobilière du Service public de Wallonie.

Art. 4. La Communauté française et la Région wallonne procéderont au paiement des fournitures commandées, chacune en fonction de ses besoins propres, après avoir vérifié et approuvé les factures établies par l'adjudicataire à la suite de la livraison desdites fournitures.

Le paiement des fournitures est effectué dans les cinquante jours de calendrier à compter de la date à laquelle les formalités de réception sont terminées, pour autant que la Communauté française et la Région wallonne, chacune pour ce qui la concerne, soient en possession tant de la facture régulièrement établie que des autres documents éventuellement exigés.

Art. 5. Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée.

Art. 6. Le présent accord entre en vigueur après l'assentiment du Parlement wallon et du Parlement de la Communauté française, au jour de la publication du dernier des deux décrets d'assentiment au *Moniteur belge*.

Namur, le 20 juin 2013.

Pour la Région wallonne :

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

Pour la Communauté française :

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Enfance, de la Recherche et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

ANNEXE 11

20 JUIN 2013. — Accord de coopération entre la Région wallonne et la Communauté française relatif à l'achat de copieurs de différentes capacités de tirage

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment ses articles 87, 89 et 92bis;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, notamment ses articles 2, 4^o et 15;

Vu les délibérations du Gouvernement wallon des 14 mars 2013 et 20 juin 2013;

Vu les délibérations du Gouvernement de la Communauté française des 14 mars 2013 et 20 juin 2013;

Considérant qu'aux termes de l'article 4, § 1^{er}, de la loi du 24 décembre 1993, ladite loi sur les marchés publics est applicable tant à la Région wallonne qu'à la Communauté française en leur qualité de pouvoir adjudicateur;

Considérant que l'article 2, 4^o, de la loi du 15 juin 2006 permet à un pouvoir adjudicateur de constituer une centrale d'achats et donc d'acquérir des fournitures destinées à d'autres pouvoirs adjudicateurs;

Considérant qu'en vertu de l'article 15 de la loi du 15 juin 2006, un pouvoir adjudicateur qui recourt à une centrale d'achats telle que définie à l'article 2, 4^o, est dispensé de l'obligation d'organiser lui-même une procédure de passation;

Considérant que la Région wallonne a lancé un appel d'offres général soumis à publicité européenne relatif à l'achat copieurs de différentes capacités de tirage;

Considérant que ce marché couvre la période allant jusqu'au 31 décembre 2013, sous réserve d'une prolongation éventuelle;

Considérant que la Région wallonne a constitué une centrale d'achats destinée à acquérir des copieurs de différentes capacités de tirage;

Considérant le fait que la Communauté française doit également lancer un marché public portant sur l'achat de copieurs de différentes capacités de tirage;

Considérant que, par les décisions de son Gouvernement datées des 14 mars 2013 et 20 juin 2013, la Communauté française a décidé de recourir à cette centrale d'achats et de se faire identifier, dans l'appel d'offres général européen lancé par la Région wallonne, comme pouvoir adjudicateur bénéficiaire de ladite centrale d'achats;

La Communauté française, représentée par son Gouvernement en la personne de son Ministre-Président, M. Rudy Demotte, et en la personne de son Vice-Président et Ministre de l'Enfance, de la Recherche et de la Fonction publique, M. Jean-Marc Nollet;

La Région wallonne, représentée par son Gouvernement en la personne de son Ministre-Président, M. Rudy Demotte, et en la personne de son Vice-Président et Ministre du Développement durable et de la Fonction publique, M. Jean-Marc Nollet;

Ci-après dénommées « les parties à l'accord »,

Ont convenu ce qui suit :

Article 1^{er}. Le présent accord concerne les compétences de la Région wallonne et de la Communauté française visées aux articles 87 et 89 de la loi spéciale de réformes institutionnelles.

Art. 2. La Région wallonne a lancé un appel d'offres général relatif à l'achat de copieurs de différentes capacités de tirage.

La Région wallonne, pouvoir adjudicateur, a ainsi constitué une centrale d'achats pour acquérir ce type de copieurs.

Dans l'appel d'offres général visé à l'alinéa 1^{er} du présent article, la Région wallonne a identifié la Communauté française comme pouvoir adjudicateur bénéficiaire de la centrale d'achats.

La Communauté française est dès lors dispensée d'organiser elle-même la procédure de passation d'un marché public portant sur le même objet.

Art. 3. La Communauté française reste pleinement responsable de l'exécution du marché visé à l'article 2 et ce, à partir de la commande jusqu'au paiement inclus des fournitures ainsi commandées en fonction de ses besoins propres.

Par conséquent, la direction et le contrôle de l'exécution du marché visé à l'article 2 restent du ressort de chacun des pouvoirs adjudicateurs pour les commandes ainsi effectuées.

La Région wallonne, en tant que centrale d'achats, reste cependant la seule compétente en ce qui concerne les mesures d'office ainsi que pour les modifications unilatérales à apporter, éventuellement, au présent marché. Elle intervient, en outre, lors de l'exécution du marché visé à l'article 2, pour faire appliquer toute disposition issue des documents dudit marché.

Le fonctionnaire dirigeant pour la direction et le contrôle de l'exécution du marché pour la Communauté française est la Direction du Support logistique du Ministère de la Communauté française.

Le fonctionnaire dirigeant pour la direction et le contrôle de l'exécution du marché pour la Région wallonne est la Direction de la Gestion mobilière du Service public de Wallonie.

Art. 4. La Communauté française et la Région wallonne procéderont au paiement des fournitures commandées, chacune en fonction de ses besoins propres, après avoir vérifié et approuvé les factures établies par l'adjudicataire à la suite de la livraison desdites fournitures.

Le paiement des fournitures est effectué dans les cinquante jours de calendrier à compter de la date à laquelle les formalités de réception sont terminées, pour autant que la Communauté française et la Région wallonne, chacune pour ce qui la concerne, soient en possession tant de la facture régulièrement établie que des autres documents éventuellement exigés.

Art. 5. Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée.

Art. 6. Le présent accord entre en vigueur après l'assentiment du Parlement wallon et du Parlement de la Communauté française, au jour de la publication du dernier des deux décrets d'assentiment au *Moniteur belge*.

Namur, le 20 juin 2013.

Pour la Région wallonne :

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,

J.-M. NOLLET

Pour la Communauté française :

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Enfance, de la Recherche et de la Fonction publique,

J.-M. NOLLET

ANNEXE 12

20 JUIN 2013. — Accord de coopération entre la Région wallonne et la Communauté française relatif à l'achat d'équipements de protection individuelle (chaussures de sécurité)

Vu les articles 1^{er} et 35 de la Constitution;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 92bis, § 1^{er}, inséré par la loi spéciale du 8 août 1988 et modifié par la loi spéciale du 16 juillet 1993;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, notamment ses articles 2, 4^o et 15;

Vu les délibérations du Gouvernement wallon des 14 mars 2013 et 20 juin 2013;

Vu les délibérations du Gouvernement de la Communauté française des 14 mars 2013 et 20 juin 2013;

Considérant qu'aux termes de l'article 4, § 1^{er}, de la loi du 24 décembre 1993, ladite loi sur les marchés publics est applicable tant à la Région wallonne qu'à la Communauté française en leur qualité de pouvoir adjudicateur;

Considérant que l'article 2, 4^o, de la loi du 15 juin 2006 permet à un pouvoir adjudicateur de constituer une centrale d'achats et donc d'acquérir des fournitures destinées à d'autres pouvoirs adjudicateurs;

Considérant qu'en vertu de l'article 15 de la loi du 15 juin 2006, un pouvoir adjudicateur qui recourt à une centrale d'achats telle que définie à l'article 2, 4^o, est dispensé de l'obligation d'organiser lui-même une procédure de passation;

Considérant que la Région wallonne a lancé un appel d'offres général relatif à l'achat d'équipements de protection individuelle (chaussures de sécurité);

Considérant que ce marché couvre la période allant jusqu'au 31 décembre 2013, sous réserve d'une prolongation éventuelle;

Considérant que la Région wallonne a constitué une centrale d'achats destinée à acquérir des équipements de protection individuelle (chaussures de sécurité);

Considérant le fait que la Communauté française doit également lancer un marché public portant sur la fourniture d'équipements de protection individuelle (chaussures de sécurité);

Considérant que, par les décisions de son Gouvernement datées des 14 mars 2013 et 20 juin 2013, la Communauté française a décidé de recourir à cette centrale d'achats et de se faire identifier, dans l'appel d'offres général européen lancé par la Région wallonne, comme pouvoir adjudicateur bénéficiaire de ladite centrale d'achats;

La Communauté française, représentée par son Gouvernement en la personne de son Ministre-Président, M. Rudy Demotte, et en la personne de son Vice-Président et Ministre de l'Enfance, de la Recherche et de la Fonction publique, M. Jean-Marc Nollet;

La Région wallonne, représentée par son Gouvernement en la personne de son Ministre-Président, M. Rudy Demotte, et en la personne de son Vice-Président et Ministre du Développement durable et de la Fonction publique, M. Jean-Marc Nollet;

Ci-après dénommées « les parties à l'accord »,

Ont convenu ce qui suit :

Article 1^{er}. Le présent accord concerne les compétences de la Région wallonne et de la Communauté française visées aux articles 87 et 89 de la loi spéciale de réformes institutionnelles.

Art. 2. La Région wallonne a lancé un appel d'offres général relatif à l'achat d'équipements de protection individuelle (chaussures de sécurité).

La Région wallonne, pouvoir adjudicateur, a ainsi constitué une centrale d'achats pour acquérir ce type de d'équipements de protection individuelle (chaussures de sécurité).

Dans l'appel d'offres général visé à l'alinéa 1^{er} du présent article, la Région wallonne a identifié la Communauté française comme pouvoir adjudicateur bénéficiaire de la centrale d'achats.

La Communauté française est dès lors dispensée d'organiser elle-même la procédure de passation d'un marché public portant sur le même objet.

Art. 3. La Communauté française reste pleinement responsable de l'exécution du marché visé à l'article 2 et ce, à partir de la commande jusqu'au paiement inclus des fournitures ainsi commandées en fonction de ses besoins propres.

Par conséquent, la direction et le contrôle de l'exécution du marché visé à l'article 2 restent du ressort de chacun des pouvoirs adjudicateurs pour les commandes ainsi effectuées.

La Région wallonne, en tant que centrale d'achats, reste cependant la seule compétente en ce qui concerne les mesures d'office ainsi que pour les modifications unilatérales à apporter, éventuellement, au présent marché. Elle intervient, en outre, lors de l'exécution du marché visé à l'article 2, pour faire appliquer toute disposition issue des documents dudit marché.

Le fonctionnaire dirigeant pour la direction et le contrôle de l'exécution du marché pour la Communauté française est la Direction du Support logistique du Ministère de la Communauté française.

Le fonctionnaire dirigeant pour la direction et le contrôle de l'exécution du marché pour la Région wallonne est la Direction de la Gestion mobilière du Service public de Wallonie.

Art. 4. La Communauté française et la Région wallonne procéderont au paiement des fournitures commandées, chacune en fonction de ses besoins propres, après avoir vérifié et approuvé les factures établies par l'adjudicataire à la suite de la livraison desdites fournitures.

Le paiement des fournitures est effectué dans les cinquante jours de calendrier à compter de la date à laquelle les formalités de réception sont terminées, pour autant que la Communauté française et la Région wallonne, chacune pour ce qui la concerne, soient en possession tant de la facture régulièrement établie que des autres documents éventuellement exigés.

Art. 5. Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée.

Art. 6. Le présent accord entre en vigueur après l'assentiment du Parlement wallon et du Parlement de la Communauté française, au jour de la publication du dernier des deux décrets d'assentiment au *Moniteur belge*.

Namur, le 20 juin 2013.

Pour la Région wallonne :

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

Pour la Communauté française :

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Enfance, de la Recherche et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

ANNEXE 13

20 JUIN 2013. — Accord de coopération entre la Région wallonne et la Communauté française relatif à l'achat d'équipements de protection individuelle (gants)

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment ses articles 87, 89 et 92bis;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, notamment ses articles 2, 4^o et 15;

Vu les délibérations du Gouvernement wallon des 14 mars 2013 et 20 juin 2013;

Vu les délibérations du Gouvernement de la Communauté française des 14 mars 2013 et 20 juin 2013;

Considérant qu'aux termes de l'article 4, § 1^{er}, de la loi du 24 décembre 1993, ladite loi sur les marchés publics est applicable tant à la Région wallonne qu'à la Communauté française en leur qualité de pouvoir adjudicateur;

Considérant que l'article 2, 4^o, de la loi du 15 juin 2006 permet à un pouvoir adjudicateur de constituer une centrale d'achats et donc d'acquérir des fournitures destinées à d'autres pouvoirs adjudicateurs;

Considérant qu'en vertu de l'article 15 de la loi du 15 juin 2006, un pouvoir adjudicateur qui recourt à une centrale d'achats telle que définie à l'article 2, 4^o, est dispensé de l'obligation d'organiser lui-même une procédure de passation;

Considérant que la Région wallonne a lancé un appel d'offres général relatif à l'achat d'équipements de protection individuelle (gants);

Considérant que ce marché couvre la période allant jusqu'au 31 décembre 2013, sous réserve d'une prolongation éventuelle;

Considérant que la Région wallonne a constitué une centrale d'achats destinée à acquérir des équipements de protection individuelle (gants);

Considérant le fait que la Communauté française doit également lancer un marché public portant sur la fourniture d'équipements de protection individuelle (gants);

Considérant que, par les décisions de son Gouvernement datées des 14 mars 2013 et 20 juin 2013, la Communauté française a décidé de recourir à cette centrale d'achats et de se faire identifier, dans l'appel d'offres général européen lancé par la Région wallonne, comme pouvoir adjudicateur bénéficiaire de ladite centrale d'achats;

La Communauté française, représentée par son Gouvernement en la personne de son Ministre-Président, M. Rudy Demotte, et en la personne de son Vice-Président et Ministre de l'Enfance, de la Recherche et de la Fonction publique, M. Jean-Marc Nollet;

La Région wallonne, représentée par son Gouvernement en la personne de son Ministre-Président, M. Rudy Demotte, et en la personne de son Vice-Président et Ministre du Développement durable et de la Fonction publique, M. Jean-Marc Nollet;

Ci-après dénommées « les parties à l'accord »,

Ont convenu ce qui suit :

Article 1^{er}. Le présent accord concerne les compétences de la Région wallonne et de la Communauté française visées aux articles 87 et 89 de la loi spéciale de réformes institutionnelles.

Art. 2. La Région wallonne a lancé un appel d'offres général relatif à l'achat d'équipements de protection individuelle (gants).

La Région wallonne, pouvoir adjudicateur, a ainsi constitué une centrale d'achats pour acquérir ce type de d'équipements de protection individuelle (gants).

Dans l'appel d'offres général visé à l'alinéa 1^{er} du présent article, la Région wallonne a identifié la Communauté française comme pouvoir adjudicateur bénéficiaire de la centrale d'achats.

La Communauté française est dès lors dispensée d'organiser elle-même la procédure de passation d'un marché public portant sur le même objet.

Art. 3. La Communauté française reste pleinement responsable de l'exécution du marché visé à l'article 2 et ce, à partir de la commande jusqu'au paiement inclus des fournitures ainsi commandées en fonction de ses besoins propres.

Par conséquent, la direction et le contrôle de l'exécution du marché visé à l'article 2 restent du ressort de chacun des pouvoirs adjudicateurs pour les commandes ainsi effectuées.

La Région wallonne, en tant que centrale d'achats, reste cependant la seule compétente en ce qui concerne les mesures d'office ainsi que pour les modifications unilatérales à apporter, éventuellement, au présent marché. Elle intervient, en outre, lors de l'exécution du marché visé à l'article 2, pour faire appliquer toute disposition issue des documents dudit marché.

Le fonctionnaire dirigeant pour la direction et le contrôle de l'exécution du marché pour la Communauté française est la Direction du Support logistique du Ministère de la Communauté française.

Le fonctionnaire dirigeant pour la direction et le contrôle de l'exécution du marché pour la Région wallonne est la Direction de la Gestion mobilière du Service public de Wallonie.

Art. 4. La Communauté française et la Région wallonne procéderont au paiement des fournitures commandées, chacune en fonction de ses besoins propres, après avoir vérifié et approuvé les factures établies par l'adjudicataire à la suite de la livraison desdites fournitures.

Le paiement des fournitures est effectué dans les cinquante jours de calendrier à compter de la date à laquelle les formalités de réception sont terminées, pour autant que la Communauté française et la Région wallonne, chacune pour ce qui la concerne, soient en possession tant de la facture régulièrement établie que des autres documents éventuellement exigés.

Art. 5. Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée.

Art. 6. Le présent accord entre en vigueur après l'assentiment du Parlement wallon et du Parlement de la Communauté française, au jour de la publication du dernier des deux décrets d'assentiment au *Moniteur belge*.

Namur, le 20 juin 2013.

Pour la Région wallonne :

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

Pour la Communauté française :

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Enfance, de la Recherche et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

ANNEXE 14

20 JUIN 2013. — Accord de coopération entre la Région wallonne et la Communauté française relatif à l'achat d'équipements de protection individuelle (protection de la tête)

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment ses articles 87, 89 et 92bis;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, notamment ses articles 2, 4^o et 15;

Vu les délibérations du Gouvernement wallon des 14 mars 2013 et 20 juin 2013;

Vu les délibérations du Gouvernement de la Communauté française des 14 mars 2013 et 20 juin 2013;

Considérant qu'aux termes de l'article 4, § 1^{er}, de la loi du 24 décembre 1993, ladite loi sur les marchés publics est applicable tant à la Région wallonne qu'à la Communauté française en leur qualité de pouvoir adjudicateur;

Considérant que l'article 2, 4^o, de la loi du 15 juin 2006 permet à un pouvoir adjudicateur de constituer une centrale d'achats et donc d'acquérir des fournitures destinées à d'autres pouvoirs adjudicateurs;

Considérant qu'en vertu de l'article 15 de la loi du 15 juin 2006, un pouvoir adjudicateur qui recourt à une centrale d'achats telle que définie à l'article 2, 4^o, est dispensé de l'obligation d'organiser lui-même une procédure de passation;

Considérant que la Région wallonne a lancé un appel d'offres général relatif à l'achat d'équipements de protection individuelle (protection de la tête);

Considérant que ce marché couvre la période allant jusqu'au 31 décembre 2013, sous réserve d'une prolongation éventuelle;

Considérant que la Région wallonne a constitué une centrale d'achats destinée à acquérir des équipements de protection individuelle (protection de la tête);

Considérant le fait que la Communauté française doit également lancer un marché public portant sur la fourniture d'équipements de protection individuelle (protection de la tête);

Considérant que, par les décisions de son Gouvernement datées des 14 mars 2013 et 20 juin 2013, la Communauté française a décidé de recourir à cette centrale d'achats et de se faire identifier, dans l'appel d'offres général européen lancé par la Région wallonne, comme pouvoir adjudicateur bénéficiaire de ladite centrale d'achats;

La Communauté française, représentée par son Gouvernement en la personne de son Ministre-Président, M. Rudy Demotte, et en la personne de son Vice-Président et Ministre de l'Enfance, de la Recherche et de la Fonction publique, M. Jean-Marc Nollet;

La Région wallonne, représentée par son Gouvernement en la personne de son Ministre-Président, M. Rudy Demotte, et en la personne de son Vice-Président et Ministre du Développement durable et de la Fonction publique, M. Jean-Marc Nollet;

Ci-après dénommées « les parties à l'accord »,

Ont convenu ce qui suit :

Article 1^{er}. Le présent accord concerne les compétences de la Région wallonne et de la Communauté française visées aux articles 87 et 89 de la loi spéciale de réformes institutionnelles.

Art. 2. La Région wallonne a lancé un appel d'offres général relatif à l'achat d'équipements de protection individuelle (protection de la tête).

La Région wallonne, pouvoir adjudicateur, a ainsi constitué une centrale d'achats pour acquérir ce type de d'équipements de protection individuelle (protection de la tête).

Dans l'appel d'offres général visé à l'alinéa 1^{er} du présent article, la Région wallonne a identifié la Communauté française comme pouvoir adjudicateur bénéficiaire de la centrale d'achats.

La Communauté française est dès lors dispensée d'organiser elle-même la procédure de passation d'un marché public portant sur le même objet.

Art. 3. La Communauté française reste pleinement responsable de l'exécution du marché visé à l'article 2 et ce, à partir de la commande jusqu'au paiement inclus des fournitures ainsi commandées en fonction de ses besoins propres.

Par conséquent, la direction et le contrôle de l'exécution du marché visé à l'article 2 restent du ressort de chacun des pouvoirs adjudicateurs pour les commandes ainsi effectuées.

La Région wallonne, en tant que centrale d'achats, reste cependant la seule compétente en ce qui concerne les mesures d'office ainsi que pour les modifications unilatérales à apporter, éventuellement, au présent marché. Elle intervient, en outre, lors de l'exécution du marché visé à l'article 2, pour faire appliquer toute disposition issue des documents dudit marché.

Le fonctionnaire dirigeant pour la direction et le contrôle de l'exécution du marché pour la Communauté française est la Direction du Support logistique du Ministère de la Communauté française.

Le fonctionnaire dirigeant pour la direction et le contrôle de l'exécution du marché pour la Région wallonne est la Direction de la Gestion mobilière du Service public de Wallonie.

Art. 4. La Communauté française et la Région wallonne procéderont au paiement des fournitures commandées, chacune en fonction de ses besoins propres, après avoir vérifié et approuvé les factures établies par l'adjudicataire à la suite de la livraison desdites fournitures.

Le paiement des fournitures est effectué dans les cinquante jours de calendrier à compter de la date à laquelle les formalités de réception sont terminées, pour autant que la Communauté française et la Région wallonne, chacune pour ce qui la concerne, soient en possession tant de la facture régulièrement établie que des autres documents éventuellement exigés.

Art. 5. Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée.

Art. 6. Le présent accord entre en vigueur après l'assentiment du Parlement wallon et du Parlement de la Communauté française, au jour de la publication du dernier des deux décrets d'assentiment au *Moniteur belge*.

Namur, le 20 juin 2013.

Pour la Région wallonne :

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,

J.-M. NOLLET

Pour la Communauté française :

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Enfance, de la Recherche et de la Fonction publique,

J.-M. NOLLET

ANNEXE 15

20 JUIN 2013. — Accord de coopération entre la Région wallonne et la Communauté française relatif à l'achat d'équipements de protection individuelle (vêtements de signalisation)

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment ses articles 87, 89 et 92bis;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, notamment ses articles 2, 4^o et 15;

Vu les délibérations du Gouvernement wallon des 14 mars 2013 et 20 juin 2013;

Vu les délibérations du Gouvernement de la Communauté française des 14 mars 2013 et 20 juin 2013;

Considérant qu'aux termes de l'article 4, § 1^{er}, de la loi du 24 décembre 1993, ladite loi sur les marchés publics est applicable tant à la Région wallonne qu'à la Communauté française en leur qualité de pouvoir adjudicateur;

Considérant que l'article 2, 4^o, de la loi du 15 juin 2006 permet à un pouvoir adjudicateur de constituer une centrale d'achats et donc d'acquérir des fournitures destinées à d'autres pouvoirs adjudicateurs;

Considérant qu'en vertu de l'article 15 de la loi du 15 juin 2006, un pouvoir adjudicateur qui recourt à une centrale d'achats telle que définie à l'article 2, 4^o, est dispensé de l'obligation d'organiser lui-même une procédure de passation;

Considérant que la Région wallonne a lancé un appel d'offres général soumis à publicité européenne relatif à l'achat d'équipements de protection individuelle (vêtements de signalisation);

Considérant que ce marché couvre la période allant jusqu'au 31 décembre 2013, sous réserve d'une prolongation éventuelle;

Considérant que la Région wallonne a constitué une centrale d'achats destinée à acquérir des équipements de protection individuelle (vêtements de signalisation);

Considérant le fait que la Communauté française doit également lancer un marché public portant sur la fourniture d'équipements de protection individuelle (vêtements de signalisation);

Considérant que, par les décisions de son Gouvernement datées des 14 mars 2013 et 20 juin 2013, la Communauté française a décidé de recourir à cette centrale d'achats et de se faire identifier, dans l'appel d'offres général européen lancé par la Région wallonne, comme pouvoir adjudicateur bénéficiaire de ladite centrale d'achats;

La Communauté française, représentée par son Gouvernement en la personne de son Ministre-Président, M. Rudy Demotte, et en la personne de son Vice-Président et Ministre de l'Enfance, de la Recherche et de la Fonction publique, M. Jean-Marc Nollet;

La Région wallonne, représentée par son Gouvernement en la personne de son Ministre-Président, M. Rudy Demotte, et en la personne de son Vice-Président et Ministre du Développement durable et de la Fonction publique, M. Jean-Marc Nollet;

Ci-après dénommées « les parties à l'accord »,

Ont convenu ce qui suit :

Article 1^{er}. Le présent accord concerne les compétences de la Région wallonne et de la Communauté française visées aux articles 87 et 89 de la loi spéciale de réformes institutionnelles.

Art. 2. La Région wallonne a lancé un appel d'offres général relatif à l'achat d'équipements de protection individuelle (vêtements de signalisation).

La Région wallonne, pouvoir adjudicateur, a ainsi constitué une centrale d'achats pour acquérir ce type de d'équipements de protection individuelle (vêtements de signalisation).

Dans l'appel d'offres général visé à l'alinéa 1^{er} du présent article, la Région wallonne a identifié la Communauté française comme pouvoir adjudicateur bénéficiaire de la centrale d'achats.

La Communauté française est dès lors dispensée d'organiser elle-même la procédure de passation d'un marché public portant sur le même objet.

Art. 3. La Communauté française reste pleinement responsable de l'exécution du marché visé à l'article 2 et ce, à partir de la commande jusqu'au paiement inclus des fournitures ainsi commandées en fonction de ses besoins propres.

Par conséquent, la direction et le contrôle de l'exécution du marché visé à l'article 2 restent du ressort de chacun des pouvoirs adjudicateurs pour les commandes ainsi effectuées.

La Région wallonne, en tant que centrale d'achats, reste cependant la seule compétente en ce qui concerne les mesures d'office ainsi que pour les modifications unilatérales à apporter, éventuellement, au présent marché. Elle intervient, en outre, lors de l'exécution du marché visé à l'article 2, pour faire appliquer toute disposition issue des documents dudit marché.

Le fonctionnaire dirigeant pour la direction et le contrôle de l'exécution du marché pour la Communauté française est la Direction du Support logistique du Ministère de la Communauté française.

Le fonctionnaire dirigeant pour la direction et le contrôle de l'exécution du marché pour la Région wallonne est la Direction de la Gestion mobilière du Service public de Wallonie.

Art. 4. La Communauté française et la Région wallonne procéderont au paiement des fournitures commandées, chacune en fonction de ses besoins propres, après avoir vérifié et approuvé les factures établies par l'adjudicataire à la suite de la livraison desdites fournitures.

Le paiement des fournitures est effectué dans les cinquante jours de calendrier à compter de la date à laquelle les formalités de réception sont terminées, pour autant que la Communauté française et la Région wallonne, chacune pour ce qui la concerne, soient en possession tant de la facture régulièrement établie que des autres documents éventuellement exigés.

Art. 5. Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée.

Art. 6. Le présent accord entre en vigueur après l'assentiment du Parlement wallon et du Parlement de la Communauté française, au jour de la publication du dernier des deux décrets d'assentiment au *Moniteur belge*.

Namur, le 20 juin 2013.

Pour la Région wallonne :

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

Pour la Communauté française :

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Enfance, de la Recherche et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

ANNEXE 16

20 JUIN 2013. — Accord de coopération entre la Région wallonne et la Communauté française relatif à l'achat de gazoil pour véhicules automobiles et de gazoil de chauffage

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment ses articles 87, 89 et 92bis;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, notamment ses articles 2, 4^o et 15;

Vu les délibérations du Gouvernement wallon des 14 mars 2013 et 20 juin 2013;

Vu les délibérations du Gouvernement de la Communauté française des 14 mars 2013 et 20 juin 2013;

Considérant qu'aux termes de l'article 4, § 1^{er}, de la loi du 24 décembre 1993, ladite loi sur les marchés publics est applicable tant à la Région wallonne qu'à la Communauté française en leur qualité de pouvoir adjudicateur;

Considérant que l'article 2, 4^o, de la loi du 15 juin 2006 permet à un pouvoir adjudicateur de constituer une centrale d'achats et donc d'acquérir des fournitures destinées à d'autres pouvoirs adjudicateurs;

Considérant qu'en vertu de l'article 15 de la loi du 15 juin 2006, un pouvoir adjudicateur qui recourt à une centrale d'achats telle que définie à l'article 2, 4^o, est dispensé de l'obligation d'organiser lui-même une procédure de passation;

Considérant que la Région wallonne a lancé un appel d'offres général soumis à publicité européenne relatif à l'achat de gazoil pour véhicules automobiles et de gazoil de chauffage;

Considérant que ce marché couvre la période allant jusqu'au 30 avril 2016, sous réserve d'une prolongation éventuelle;

Considérant que la Région wallonne a constitué une centrale d'achats destinée à acquérir du gasoil pour véhicules automobiles et du gasoil de chauffage;

Considérant le fait que la Communauté française doit également lancer un marché public portant sur l'achat de gasoil pour véhicules automobiles et de gasoil de chauffage;

Considérant que, par les décisions de son Gouvernement datées des 14 mars 2013 et 20 juin 2013, la Communauté française a décidé de recourir à cette centrale d'achat et de se faire identifier, dans l'appel d'offres général européen lancé par la Région wallonne, comme pouvoir adjudicateur bénéficiaire de ladite centrale d'achats;

La Communauté française, représentée par son Gouvernement en la personne de son Ministre-Président, M. Rudy Demotte, et en la personne de son Vice-Président et Ministre de l'Enfance, de la Recherche et de la Fonction publique, M. Jean-Marc Nollet;

La Région wallonne, représentée par son Gouvernement en la personne de son Ministre-Président, M. Rudy Demotte, et en la personne de son Vice-Président et Ministre du Développement durable et de la Fonction publique, M. Jean-Marc Nollet;

Ci-après dénommées « les parties à l'accord »,

Ont convenu ce qui suit :

Article 1^{er}. Le présent accord concerne les compétences de la Région wallonne et de la Communauté française visées aux articles 87 et 89 de la loi spéciale de réformes institutionnelles.

Art. 2. La Région wallonne a lancé un appel d'offres général relatif à l'achat de gasoil pour véhicules automobiles et de gasoil de chauffage.

La Région wallonne, pouvoir adjudicateur, a ainsi constitué une centrale d'achats pour acquérir ce type de gasoil (véhicules et chauffage).

Dans l'appel d'offres général visé à l'alinéa 1^{er} du présent article, la Région wallonne a identifié la Communauté française comme pouvoir adjudicateur bénéficiaire de la centrale d'achats.

La Communauté française est dès lors dispensée d'organiser elle-même la procédure de passation d'un marché public portant sur le même objet.

Art. 3. La Communauté française reste pleinement responsable de l'exécution du marché visé à l'article 2 et ce, à partir de la commande jusqu'au paiement inclus des fournitures ainsi commandées en fonction de ses besoins propres.

Par conséquent, la direction et le contrôle de l'exécution du marché visé à l'article 2 restent du ressort de chacun des pouvoirs adjudicateurs pour les commandes ainsi effectuées.

La Région wallonne, en tant que centrale d'achats, reste cependant la seule compétente en ce qui concerne les mesures d'office ainsi que pour les modifications unilatérales à apporter, éventuellement, au présent marché. Elle intervient, en outre, lors de l'exécution du marché visé à l'article 2, pour faire appliquer toute disposition issue des documents dudit marché.

Le fonctionnaire dirigeant pour la direction et le contrôle de l'exécution du marché pour la Communauté française est la Direction du Support logistique du Ministère de la Communauté française.

Le fonctionnaire dirigeant pour la direction et le contrôle de l'exécution du marché pour la Région wallonne est la Direction de la Gestion mobilière du Service public de Wallonie.

Art. 4. La Communauté française et la Région wallonne procéderont au paiement des fournitures commandées, chacune en fonction de ses besoins propres, après avoir vérifié et approuvé les factures établies par l'adjudicataire à la suite de la livraison desdites fournitures.

Le paiement des fournitures est effectué dans les cinquante jours de calendrier à compter de la date à laquelle les formalités de réception sont terminées, pour autant que la Communauté française et la Région wallonne, chacune pour ce qui la concerne, soient en possession tant de la facture régulièrement établie que des autres documents éventuellement exigés.

Art. 5. Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée.

Art. 6. Le présent accord entre en vigueur après l'assentiment du Parlement wallon et du Parlement de la Communauté française, au jour de la publication du dernier des deux décrets d'assentiment au *Moniteur belge*.

Namur, le 20 juin 2013.

Pour la Région wallonne :

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

Pour la Communauté française :

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Enfance, de la Recherche et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

ANNEXE 17

20 JUIN 2013. — Accord de coopération entre la Région wallonne et la Communauté française relatif à l'achat de trousseaux de secours (matériel de sécurité)

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment ses articles 87, 89 et 92bis;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, notamment ses articles 2, 4^o et 15;

Vu les délibérations du Gouvernement wallon des 14 mars 2013 et 20 juin 2013;

Vu les délibérations du Gouvernement de la Communauté française des 14 mars 2013 et 20 juin 2013;

Considérant qu'aux termes de l'article 4, § 1^{er}, de la loi du 24 décembre 1993, ladite loi sur les marchés publics est applicable tant à la Région wallonne qu'à la Communauté française en leur qualité de pouvoir adjudicateur;

Considérant que l'article 2, 4^o, de la loi du 15 juin 2006 permet à un pouvoir adjudicateur de constituer une centrale d'achats et donc d'acquérir des fournitures destinées à d'autres pouvoirs adjudicateurs;

Considérant qu'en vertu de l'article 15 de la loi du 15 juin 2006, un pouvoir adjudicateur qui recourt à une centrale d'achats telle que définie à l'article 2, 4^o, est dispensé de l'obligation d'organiser lui-même une procédure de passation;

Considérant que la Région wallonne a lancé un appel d'offres général relatif à l'achat de trousse de secours (matériel de sécurité);

Considérant que ce marché couvre la période allant jusqu'au 31 décembre 2013, sous réserve d'une prolongation éventuelle;

Considérant que la Région wallonne a constitué une centrale d'achats destinée à acquérir des trousse de secours (matériel de sécurité);

Considérant le fait que la Communauté française doit également lancer un marché public portant sur la fourniture de trousse de secours (matériel de sécurité);

Considérant que, par les décisions de son Gouvernement datées des 14 mars 2013 et 20 juin 2013, la Communauté française a décidé de recourir à cette centrale d'achats et de se faire identifier, dans l'appel d'offres général européen lancé par la Région wallonne, comme pouvoir adjudicateur bénéficiaire de ladite centrale d'achats;

La Communauté française, représentée par son Gouvernement en la personne de son Ministre-Président, M. Rudy Demotte, et en la personne de son Vice-Président et Ministre de l'Enfance, de la Recherche et de la Fonction publique, M. Jean-Marc Nollet;

La Région wallonne, représentée par son Gouvernement en la personne de son Ministre-Président, M. Rudy Demotte, et en la personne de son Vice-Président et Ministre du Développement durable et de la Fonction publique, M. Jean-Marc Nollet;

Ci-après dénommées « les parties à l'accord »,

Ont convenu ce qui suit :

Article 1^{er}. Le présent accord concerne les compétences de la Région wallonne et de la Communauté française visées aux articles 87 et 89 de la loi spéciale de réformes institutionnelles.

Art. 2. La Région wallonne a lancé un appel d'offres général relatif à l'achat de trousse de secours (matériel de sécurité).

La Région wallonne, pouvoir adjudicateur, a ainsi constitué une centrale d'achats pour acquérir ce type de matériel de sécurité.

Dans l'appel d'offres général visé à l'alinéa 1^{er} du présent article, la Région wallonne a identifié la Communauté française comme pouvoir adjudicateur bénéficiaire de la centrale d'achats.

La Communauté française est dès lors dispensée d'organiser elle-même la procédure de passation d'un marché public portant sur le même objet.

Art. 3. La Communauté française reste pleinement responsable de l'exécution du marché visé à l'article 2 et ce, à partir de la commande jusqu'au paiement inclus des fournitures ainsi commandées en fonction de ses besoins propres.

Par conséquent, la direction et le contrôle de l'exécution du marché visé à l'article 2 restent du ressort de chacun des pouvoirs adjudicateurs pour les commandes ainsi effectuées.

La Région wallonne, en tant que centrale d'achats, reste cependant la seule compétente en ce qui concerne les mesures d'office ainsi que pour les modifications unilatérales à apporter, éventuellement, au présent marché. Elle intervient, en outre, lors de l'exécution du marché visé à l'article 2, pour faire appliquer toute disposition issue des documents dudit marché.

Le fonctionnaire dirigeant pour la direction et le contrôle de l'exécution du marché pour la Communauté française est la Direction du Support logistique du Ministère de la Communauté française.

Le fonctionnaire dirigeant pour la direction et le contrôle de l'exécution du marché pour la Région wallonne est la Direction de la Gestion mobilière du Service public de Wallonie.

Art. 4. La Communauté française et la Région wallonne procéderont au paiement des fournitures commandées, chacune en fonction de ses besoins propres, après avoir vérifié et approuvé les factures établies par l'adjudicataire à la suite de la livraison desdites fournitures.

Le paiement des fournitures est effectué dans les cinquante jours de calendrier à compter de la date à laquelle les formalités de réception sont terminées, pour autant que la Communauté française et la Région wallonne, chacune pour ce qui la concerne, soient en possession tant de la facture régulièrement établie que des autres documents éventuellement exigés.

Art. 5. Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée.

Art. 6. Le présent accord entre en vigueur après l'assentiment du Parlement wallon et du Parlement de la Communauté française, au jour de la publication du dernier des deux décrets d'assentiment au *Moniteur belge*.

Namur, le 20 juin 2013.

Pour la Région wallonne :

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

Pour la Communauté française :

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Enfance, de la Recherche et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2013/205787]

10 OKTOBER 2013. — Decreet houdende goedkeuring van de samenwerkingsakkoorden tussen het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap en betreffende de toetreding van de Franse Gemeenschap tot verscheidene bij wijze van overheidsopdracht georganiseerde aankoopcentrales geactiveerd door het Waalse Gewest

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Goedkeuring wordt verleend aan het als bijlage 1 bij dit decreet gevoegde samenwerkingsakkoord van 20 juni 2013 tussen het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap betreffende de aankoop van kantoormeubilair.

Art. 2. Goedkeuring wordt verleend aan het als bijlage 2 bij dit decreet gevoegde samenwerkingsakkoord van 20 juni 2013 tussen het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap betreffende i.v.m. de aankoop van administratieve en nominatieve stemfels.

Art. 3. Goedkeuring wordt verleend aan het als bijlage 3 bij dit decreet gevoegde samenwerkingsakkoord van 20 juni 2013 tussen het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap betreffende de aankoop van metalen archiefkasten.

Art. 4. Goedkeuring wordt verleend aan het als bijlage 4 bij dit decreet gevoegde samenwerkingsakkoord van 20 juni 2013 tussen het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap betreffende de aankoop van bestanddelen van allerhande meubilair.

Art. 5. Goedkeuring wordt verleend aan het als bijlage 5 bij dit decreet gevoegde samenwerkingsakkoord van 20 juni 2013 tussen het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap betreffende de aankoop van kleine kantoorbenedigheden.

Art. 6. Goedkeuring wordt verleend aan het als bijlage 6 bij dit decreet gevoegde samenwerkingsakkoord van 20 juni 2013 tussen het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap betreffende de aankoop van autotoebehoren en, meer bepaald, autobanden.

Art. 7. Goedkeuring wordt verleend aan het als bijlage 7 bij dit decreet gevoegde samenwerkingsakkoord van 20 juni 2013 tussen het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap betreffende de aankoop van klein onderhoudsmaterieel en onderhoudsproducten.

Art. 8. Goedkeuring wordt verleend aan het als bijlage 8 bij dit decreet gevoegde samenwerkingsakkoord van 20 juni 2013 tussen het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap betreffende de aankoop van verschillende soorten kantoorstoelen.

Art. 9. Goedkeuring wordt verleend aan het als bijlage 9 bij dit decreet gevoegde samenwerkingsakkoord van 20 juni 2013 tussen het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap betreffende de aankoop van dienstwagens.

Art. 10. Goedkeuring wordt verleend aan het als bijlage 10 bij dit decreet gevoegde samenwerkingsakkoord van 20 juni 2013 tussen het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap betreffende de aankoop van magnetische brandstofkaarten.

Art. 11. Goedkeuring wordt verleend aan het als bijlage 11 bij dit decreet gevoegde samenwerkingsakkoord van 20 juni 2013 tussen het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap betreffende de aankoop van kopieerapparaten met verschillende drukcapaciteiten.

Art. 12. Goedkeuring wordt verleend aan het als bijlage 12 bij dit decreet gevoegde samenwerkingsakkoord van 20 juni 2013 tussen het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap betreffende de aankoop van individuele beschermingsuitrustingen (veiligheidsschoenen).

Art. 13. Goedkeuring wordt verleend aan het als bijlage 13 bij dit decreet gevoegde samenwerkingsakkoord van 20 juni 2013 tussen het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap betreffende de aankoop van individuele beschermingsuitrustingen (handschoenen).

Art. 14. Goedkeuring wordt verleend aan het als bijlage 14 bij dit decreet gevoegde samenwerkingsakkoord van 20 juni 2013 tussen het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap betreffende de aankoop van individuele beschermingsuitrustingen (hoofdbescherming).

Art. 15. Goedkeuring wordt verleend aan het als bijlage 15 bij dit decreet gevoegde samenwerkingsakkoord van 20 juni 2013 tussen het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap betreffende de aankoop van individuele beschermingsuitrustingen (signalisatiekledij).

Art. 16. Goedkeuring wordt verleend aan het als bijlage 16 bij dit decreet gevoegde samenwerkingsakkoord van 20 juni 2013 tussen het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap betreffende de aankoop van dieselolie voor voertuigen en van stookolie.

Art. 17. Goedkeuring wordt verleend aan het als bijlage 17 bij dit decreet gevoegde samenwerkingsakkoord van 20 juni 2013 tussen het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap betreffende de aankoop van hulptassen (veiligheidsmateriaal).

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 10 oktober 2013.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

De Minister van Begroting, Financiën, Tewerkstelling, Vorming en Sport,
A. ANTOINE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Buitenlandse Handel en Nieuwe Technologieën,
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van de Plaatselijke Besturen en de Stad,
P. FURLAN

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,
Mevr. E. TILLIEUX

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,
Ph. HENRY

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,
C. DI ANTONIO

(1) *Zitting 2012-2013.*

Stukken van het Waals Parlement 850 (2012-2013) Nrs. 1 tot 3.

Volledig verslag, openbare zitting van 9 oktober 2013.

Bespreking.

Stemming.

BIJLAGE 1

20 JUNI 2013. — Samenwerkingsovereenkomst tussen het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap betreffende de aankoop van kantoormeubelen

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op de artikelen 87, 89 en 92bis;

Gelet op de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

Gelet op de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, inzonderheid op de artikelen 2, 4°, en 15;

Gelet op de beraadslagingen van de Waalse Regering van 14 maart 2013 en 20 juni 2013;

Gelet op de beraadslagingen van de Regering van de Franse Gemeenschap van 14 maart 2013 en 20 juni 2013;

Overwegende dat de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten krachtens artikel 4, § 1, ervan zowel op het Waalse Gewest als op de Franse Gemeenschap toepasselijk is in hun hoedanigheid van aanbestedende overheid;

Overwegende dat een aanbestedende overheid krachtens artikel 2, 4°, van de wet van 15 juni 2006 een aankoopcentrale mag oprichten en bijgevolg benodigdheden mag kopen die voor andere aanbestedende overheden bestemd zijn;

Overwegende dat een aanbestedende overheid die een beroep doet op een aankoopcentrale bedoeld in artikel 2, 4°, van de wet van 15 juni 2006 krachtens artikel 15 van die wet vrijgesteld is van de verplichting om zelf een gunningsprocedure te organiseren;

Overwegende dat het Waalse Gewest een aan Europese bekendmaking onderworpen algemene offerteaanvraag heeft gedaan i.v.m. de aankoop van bureaus;

Overwegende dat die opdracht de periode tot 31 december 2016 dekt, onder voorbehoud van een eventuele verlenging;

Overwegende dat het Waalse Gewest een aankoopcentrale voor de aankoop van kantoormeubelen heeft opgericht;

Overwegende dat de Franse Gemeenschap eveneens een overheidsopdracht moet opstarten voor de aankoop van kantoormeubelen;

Overwegende dat de Franse Gemeenschap ingevolge de beslissingen van haar Regering van 14 maart 2013 en 20 juni 2013 beslist heeft een beroep te doen op die aankoopcentrale en zich in de Europese algemene offerteaanvraag die door het Waalse Gewest is gedaan te laten identificeren als begunstigde aanbestedende overheid van genoemde aankoopcentrale;

De Franse Gemeenschap, vertegenwoordigd door haar Regering in de persoon van haar Minister-President, de heer Rudy Demotte, en in de persoon van haar Viceminister-President en Minister van Kinderopvang, Ambtenarenzaken en Wetenschappelijk onderzoek, de heer Jean-Marc Nollet;

Het Waalse Gewest, vertegenwoordigd door zijn Regering in de persoon van haar Minister-President, de heer Rudy Demotte, en in de persoon van haar Viceminister-President en Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken, de heer Jean-Marc Nollet;

Hierna « de ondertekenende partijen » genoemd,

Zijn overeengekomen wat volgt :

Artikel 1. Deze overeenkomst betreft de bevoegdheden van het Waalse Gewest en van de Franse Gemeenschap bedoeld in de artikelen 87 en 89 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.

Art. 2. Het Waalse Gewest heeft een algemene offerteaanvraag gedaan i.v.m. de aankoop van kantoormeubelen.

Het Waalse Gewest, aanbestedende overheid, heeft aldus een aankoopcentrale opgericht voor de aankoop van dat type benodigdheden.

In de algemene offerteaanvraag bedoeld in het eerste lid van dit artikel heeft het Waalse Gewest de Franse Gemeenschap geïdentificeerd als begunstigde aanbestedende overheid van de aankoopcentrale.

De Franse Gemeenschap wordt bijgevolg vrijgesteld van de verplichting om de procedure tot gunning van een overheidsopdracht i.v.m. hetzelfde voorwerp zelf te organiseren.

Art. 3. De Franse Gemeenschap blijft volledig aansprakelijk voor de uitvoering van de opdracht bedoeld in artikel 2, vanaf de bestelling tot en met de betaling van de benodigdheden aldus besteld naar gelang van haar eigen behoeften.

Bijgevolg blijft de uitvoering van de opdracht bedoeld in artikel 2 voor de aldus verrichte bestellingen onder de leiding en de controle van elk van de aanbestedende overheden staan.

Het Waalse Gewest blijft als aankoopcentrale evenwel als enige bevoegd voor de ambtshalve maatregelen alsook voor de eenzijdige wijzigingen die eventueel aan die opdracht aangebracht moeten worden. Het komt bovendien tussenbeide bij de uitvoering van de opdracht bedoeld in artikel 2 om elke bepaling uit de desbetreffende documenten te doen toepassen.

De leidend ambtenaar die de uitvoering van de opdracht voor de Franse Gemeenschap leidt en controleert is de Directie « Support logistique » van het Ministerie van de Franse Gemeenschap.

De leidend ambtenaar die de uitvoering van de opdracht voor het Waalse Gewest leidt en controleert is de Directie « Gestion mobilière » van de Waalse Overheidsdienst.

Art. 4. De Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest zullen, elk naar gelang van zijn eigen behoeften, overgaan tot de betaling van de bestelde benodigdheden, na verificatie en goedkeuring van de facturen opgemaakt door de aannemer na de levering van bedoelde benodigdheden.

De benodigdheden worden betaald binnen vijftig kalenderdagen, te rekenen van de datum waarop de opleveringsformaliteiten beëindigd zijn, voor zover de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest, elk wat haar/hem betreft, in het bezit zijn zowel van de volgens de regels opgemaakte factuur als van de andere documenten die eventueel vereist worden.

Art. 5. Deze overeenkomst wordt voor een onbepaalde duur gesloten.

Art. 6. Deze overeenkomst treedt in werking, na goedkeuring door het Waalse Parlement en het Parlement van de Franse Gemeenschap, de dag waarop het laatste van beide goedkeuringsdecreten in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Namen, 20 juni 2013.

Voor het Waalse Gewest :

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

Voor de Franse Gemeenschap :

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Kinderopvang, Ambtenarenzaken en Wetenschappelijk Onderzoek,
J.-M. NOLLET

BIJLAGE 2

20 JUNI 2013. — Samenwerkingsovereenkomst tussen het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap betreffende de aankoop van administratieve en nominatieve stempels

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op de artikelen 87, 89 en 92bis;

Gelet op de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

Gelet op de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, inzonderheid op de artikelen 2, 4°, en 15;

Gelet op de beraadslagingen van de Waalse Regering van 14 maart 2013 en 20 juni 2013;

Gelet op de beraadslagingen van de Regering van de Franse Gemeenschap van 14 maart 2013 en 20 juni 2013;

Overwegende dat de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten krachtens artikel 4, § 1, ervan zowel op het Waalse Gewest als op de Franse Gemeenschap toepasselijk is in hun hoedanigheid van aanbestedende overheid;

Overwegende dat een aanbestedende overheid krachtens artikel 2, 4°, van de wet van 15 juni 2006 een aankoopcentrale mag oprichten en bijgevolg benodigdheden mag kopen die voor andere aanbestedende overheden bestemd zijn;

Overwegende dat een aanbestedende overheid die een beroep doet op een aankoopcentrale bedoeld in artikel 2, 4°, van de wet van 15 juni 2006 krachtens artikel 15 van die wet vrijgesteld is van de verplichting om zelf een gunningsprocedure te organiseren;

Overwegende dat het Waalse Gewest een aan Europese bekendmaking onderworpen algemene offerteaanvraag heeft gedaan i.v.m. de aankoop van bureaus;

Overwegende dat die opdracht de periode tot 31 december 2016 dekt, onder voorbehoud van een eventuele verlenging;

Overwegende dat het Waalse Gewest een aankoopcentrale voor de aankoop van bureaus heeft opgericht;

Overwegende dat de Franse Gemeenschap eveneens een overheidsopdracht moet opstarten voor de aankoop van administratieve en nominatieve stempels;

Overwegende dat de Franse Gemeenschap ingevolge de beslissingen van haar Regering van 14 maart 2013 en 20 juni 2013 beslist heeft een beroep te doen op die aankoopcentrale en zich in de Europese algemene offerteaanvraag die door het Waalse Gewest is gedaan te laten identificeren als begunstigde aanbestedende overheid van genoemde aankoopcentrale;

De Franse Gemeenschap, vertegenwoordigd door haar Regering in de persoon van haar Minister-President, de heer Rudy Demotte, en in de persoon van haar Viceminister-President en Minister van Kinderopvang, Ambtenarenzaken en Wetenschappelijk onderzoek, de heer Jean-Marc Nollet;

Het Waalse Gewest, vertegenwoordigd door zijn Regering in de persoon van haar Minister-President, de heer Rudy Demotte, en in de persoon van haar Viceminister-President en Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken, de heer Jean-Marc Nollet;

Hierna « de ondertekenende partijen » genoemd,

Zijn overeengekomen wat volgt :

Artikel 1. Deze overeenkomst betreft de bevoegdheden van het Waalse Gewest en van de Franse Gemeenschap bedoeld in de artikelen 87 en 89 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.

Art. 2. Het Waalse Gewest heeft een algemene offerteaanvraag gedaan i.v.m. de aankoop van bureaus.

Het Waalse Gewest, aanbestedende overheid, heeft aldus een aankoopcentrale opgericht voor de aankoop van dat type benodigdheden.

In de algemene offerteaanvraag bedoeld in het eerste lid van dit artikel heeft het Waalse Gewest de Franse Gemeenschap geïdentificeerd als begunstigde aanbestedende overheid van de aankoopcentrale.

De Franse Gemeenschap wordt bijgevolg vrijgesteld van de verplichting om de procedure tot gunning van een overheidsopdracht i.v.m. hetzelfde voorwerp zelf te organiseren.

Art. 3. De Franse Gemeenschap blijft volledig aansprakelijk voor de uitvoering van de opdracht bedoeld in artikel 2, vanaf de bestelling tot en met de betaling van de benodigdheden aldus besteld naar gelang van haar eigen behoeften.

Bijgevolg blijft de uitvoering van de opdracht bedoeld in artikel 2 voor de aldus verrichte bestellingen onder de leiding en de controle van elk van de aanbestedende overheden staan.

Het Waalse Gewest blijft als aankoopcentrale evenwel als enige bevoegd voor de ambtshalve maatregelen alsook voor de eenzijdige wijzigingen die eventueel aan die opdracht aangebracht moeten worden. Het komt bovendien tussenbeide bij de uitvoering van de opdracht bedoeld in artikel 2 om elke bepaling uit de desbetreffende documenten te doen toepassen.

De leidend ambtenaar die de uitvoering van de opdracht voor de Franse Gemeenschap leidt en controleert is de Directie « Support logistique » van het Ministerie van de Franse Gemeenschap.

De leidend ambtenaar die de uitvoering van de opdracht voor het Waalse Gewest leidt en controleert is de Directie « Gestion mobilière » van de Waalse Overheidsdienst.

Art. 4. De Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest zullen, elk naar gelang van zijn eigen behoeften, overgaan tot de betaling van de bestelde benodigdheden, na verificatie en goedkeuring van de facturen opgemaakt door de aannemer na de levering van bedoelde benodigdheden.

De benodigdheden worden betaald binnen vijftig kalenderdagen, te rekenen van de datum waarop de opleveringsformaliteiten beëindigd zijn, voor zover de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest, elk wat haar/hem betreft, in het bezit zijn zowel van de volgens de regels opgemaakte factuur als van de andere documenten die eventueel vereist worden.

Art. 5. Deze overeenkomst wordt voor een onbepaalde duur gesloten.

Art. 6. Deze overeenkomst treedt in werking, na goedkeuring door het Waalse Parlement en het Parlement van de Franse Gemeenschap, de dag waarop het laatste van beide goedkeuringsdecreten in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Namen, 20 juni 2013.

Voor het Waalse Gewest :

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

Voor de Franse Gemeenschap :

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Kinderopvang, Ambtenarenzaken en Wetenschappelijk Onderzoek,
J.-M. NOLLET

BIJLAGE 3

20 JUNI 2013. — Samenwerkingsovereenkomst tussen het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap betreffende de aankoop van metalen archiefkasten

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op de artikelen 87, 89 en 92bis;

Gelet op de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

Gelet op de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, inzonderheid op de artikelen 2, 4°, en 15;

Gelet op de beraadslagingen van de Waalse Regering van 14 maart 2013 en 20 juni 2013;

Gelet op de beraadslagingen van de Regering van de Franse Gemeenschap van 14 maart 2013 en 20 juni 2013;

Overwegende dat de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten krachtens artikel 4, § 1, ervan zowel op het Waalse Gewest als op de Franse Gemeenschap toepasselijk is in hun hoedanigheid van aanbestedende overheid;

Overwegende dat een aanbestedende overheid krachtens artikel 2, 4°, van de wet van 15 juni 2006 een aankoopcentrale mag oprichten en bijgevolg benodigdheden mag kopen die voor andere aanbestedende overheden bestemd zijn;

Overwegende dat een aanbestedende overheid die een beroep doet op een aankoopcentrale bedoeld in artikel 2, 4°, van de wet van 15 juni 2006 krachtens artikel 15 van die wet vrijgesteld is van de verplichting om zelf een gunningsprocedure te organiseren;

Overwegende dat het Waalse Gewest een aan Europese bekendmaking onderworpen algemene offerteaanvraag heeft gedaan i.v.m. de aankoop van metalen archiefkasten;

Overwegende dat die opdracht de periode tot 31 december 2016 dekt, onder voorbehoud van een eventuele verlenging;

Overwegende dat het Waalse Gewest een aankoopcentrale voor de aankoop van metalen archiefkasten heeft opgericht;

Overwegende dat de Franse Gemeenschap eveneens een overheidsopdracht voor de aankoop van metalen archiefkasten moet opstarten;

Overwegende dat de Franse Gemeenschap ingevolge de beslissingen van haar Regering van 14 maart 2013 en 20 juni 2013 beslist heeft een beroep te doen op die aankoopcentrale en zich in de Europese algemene offerteaanvraag die door het Waalse Gewest is gedaan te laten identificeren als begunstigde aanbestedende overheid van genoemde aankoopcentrale;

De Franse Gemeenschap, vertegenwoordigd door haar Regering in de persoon van haar Minister-President, de heer Rudy Demotte, en in de persoon van haar Viceminister-President en Minister van Kinderopvang, Ambtenarenzaken en Wetenschappelijk onderzoek, de heer Jean-Marc Nollet;

Het Waalse Gewest, vertegenwoordigd door zijn Regering in de persoon van haar Minister-President, de heer Rudy Demotte, en in de persoon van haar Viceminister-President en Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken, de heer Jean-Marc Nollet;

Hierna « de ondertekenende partijen » genoemd,

Zijn overeengekomen wat volgt :

Artikel 1. Deze overeenkomst betreft de bevoegdheden van het Waalse Gewest en van de Franse Gemeenschap bedoeld in de artikelen 87 en 89 van de bijzondere wet tot hervorming der instellingen.

Art. 2. Het Waalse Gewest heeft een algemene offerteaanvraag gedaan i.v.m. de aankoop van metalen archiefkasten.

Het Waalse Gewest, aanbestedende overheid, heeft aldus een aankoopcentrale opgericht voor de aankoop van dat type benodigdheden.

In de algemene offerteaanvraag bedoeld in het eerste lid van dit artikel heeft het Waalse Gewest de Franse Gemeenschap geïdentificeerd als begunstigde aanbestedende overheid van de aankoopcentrale.

De Franse Gemeenschap wordt bijgevolg vrijgesteld van de verplichting om de procedure van de gunning van een overheidsopdracht i.v.m. hetzelfde voorwerp zelf te organiseren.

Art. 3. De Franse Gemeenschap blijft volledig aansprakelijk voor de uitvoering van de opdracht bedoeld in artikel 2, vanaf de bestelling tot en met de betaling van de benodigdheden aldus besteld naar gelang van haar eigen behoeften.

Bijgevolg blijft de uitvoering van de opdracht bedoeld in artikel 2 voor de aldus verrichte bestellingen onder de leiding en de controle van elk van de aanbestedende overheden staan.

Het Waalse Gewest blijft als aankoopcentrale evenwel als enige bevoegd voor de ambtshalve maatregelen alsook voor de eenzijdige wijzigingen die eventueel aan die opdracht aangebracht moeten worden. Het komt bovendien tussenbeide bij de uitvoering van de opdracht bedoeld in artikel 2 om elke bepaling uit de desbetreffende documenten te doen toepassen.

De leidend ambtenaar die de uitvoering van de opdracht voor de Franse Gemeenschap leidt en controleert is de Directie « Support logistique » van het Ministerie van de Franse Gemeenschap.

De leidend ambtenaar die de uitvoering van de opdracht voor het Waalse Gewest leidt en controleert is de Directie « Gestion mobilière » van de Waalse Overheidsdienst.

Art. 4. De Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest zullen, elk naar gelang van zijn eigen behoeften, overgaan tot de betaling van de bestelde benodigdheden, na verificatie en goedkeuring van de facturen opgemaakt door de aannemer na de levering van bedoelde benodigdheden.

De benodigdheden worden betaald binnen vijftig kalenderdagen, te rekenen van de datum waarop de opleveringsformaliteiten beëindigd zijn, voor zover de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest, elk wat haar/hem betreft, in het bezit zijn zowel van de volgens de regels opgemaakte factuur als van de andere documenten die eventueel vereist worden.

Art. 5. Deze overeenkomst wordt voor een onbepaalde duur gesloten.

Art. 6. Deze overeenkomst treedt in werking, na goedkeuring door het Waalse parlement en het Parlement van de Franse Gemeenschap, de dag waarop het laatste van beide goedkeuringsdecreten in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Namen, 20 juni 2013.

Voor het Waalse Gewest :

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

Voor de Franse Gemeenschap :

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Kinderopvang, Ambtenarenzaken en Wetenschappelijk Onderzoek,
J.-M. NOLLET

BIJLAGE 4

20 JUNI 2013. — Samenwerkingsovereenkomst tussen het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap betreffende de aankoop van bestanddelen van allerhande meubilair

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op de artikelen 87, 89 en 92bis;

Gelet op de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

Gelet op de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, inzonderheid op de artikelen 2, 4°, en 15;

Gelet op de beraadslagingen van de Waalse Regering van 14 maart 2013 en 20 juni 2013;

Gelet op de beraadslagingen van de Regering van de Franse Gemeenschap van 14 maart 2013 en 20 juni 2013;

Overwegende dat de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten krachtens artikel 4, § 1, ervan zowel op het Waalse Gewest als op de Franse Gemeenschap toepasselijk is in hun hoedanigheid van aanbestedende overheid;

Overwegende dat een aanbestedende overheid krachtens artikel 2, 4°, van de wet van 15 juni 2006 een aankoopcentrale mag oprichten en bijgevolg benodigdheden mag kopen die voor andere aanbestedende overheden bestemd zijn;

Overwegende dat een aanbestedende overheid die een beroep doet op een aankoopcentrale bedoeld in artikel 2, 4°, van de wet van 15 juni 2006 krachtens artikel 15 van die wet vrijgesteld is van de verplichting om zelf een gunningsprocedure te organiseren;

Overwegende dat het Waalse Gewest een aan Europese bekendmaking onderworpen algemene offerteaanvraag heeft gedaan i.v.m. de aankoop van bestanddelen van allerhande meubilair;

Overwegende dat die opdracht de periode tot 31 december 2016 dekt, onder voorbehoud van een eventuele verlenging;

Overwegende dat het Waalse Gewest een aankoopcentrale voor de aankoop van bestanddelen van allerhande meubilair heeft opgericht;

Overwegende dat de Franse Gemeenschap eveneens een overheidsopdracht voor de aankoop van bestanddelen van allerhande meubilair moet opstarten;

Overwegende dat de Franse Gemeenschap ingevolge de beslissingen van haar Regering van 14 maart 2013 en 20 juni 2013 beslist heeft een beroep te doen op die aankoopcentrale en zich in de Europese algemene offerteaanvraag die door het Waalse Gewest is gedaan te laten identificeren als begunstigde aanbestedende overheid van genoemde aankoopcentrale;

De Franse Gemeenschap, vertegenwoordigd door haar Regering in de persoon van haar Minister-President, de heer Rudy Demotte, en in de persoon van haar Viceminister-President en Minister van Kinderopvang, Ambtenarenzaken en Wetenschappelijk onderzoek, de heer Jean-Marc Nollet;

Het Waalse Gewest, vertegenwoordigd door zijn Regering in de persoon van haar Minister-President, de heer Rudy Demotte, en in de persoon van haar Viceminister-President en Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken, de heer Jean-Marc Nollet;

Hierna « de ondertekenende partijen » genoemd,

Zijn overeengekomen wat volgt :

Artikel 1. Deze overeenkomst betreft de bevoegdheden van het Waalse Gewest en van de Franse Gemeenschap bedoeld in de artikelen 87 en 89 van de bijzondere wet tot hervorming der instellingen.

Art. 2. Het Waalse Gewest heeft een algemene offerteaanvraag gedaan i.v.m. de aankoop van bestanddelen van allerhande meubilair.

Het Waalse Gewest, aanbestedende overheid, heeft aldus een aankoopcentrale opgericht voor de aankoop van dat type benodigdheden.

In de algemene offerteaanvraag bedoeld in het eerste lid van dit artikel heeft het Waalse Gewest de Franse Gemeenschap geïdentificeerd als begunstigde aanbestedende overheid van de aankoopcentrale.

De Franse Gemeenschap wordt bijgevolg vrijgesteld van de verplichting om de procedure van de gunning van een overheidsopdracht i.v.m. hetzelfde voorwerp zelf te organiseren.

Art. 3. De Franse Gemeenschap blijft volledig aansprakelijk voor de uitvoering van de opdracht bedoeld in artikel 2, vanaf de bestelling tot en met de betaling van de benodigdheden aldus besteld naar gelang van haar eigen behoeften.

Bijgevolg blijft de uitvoering van de opdracht bedoeld in artikel 2 voor de aldus verrichte bestellingen onder de leiding en de controle van elk van de aanbestedende overheden staan.

Het Waalse Gewest blijft als aankoopcentrale evenwel als enige bevoegd voor de ambtshalve maatregelen alsook voor de eenzijdige wijzigingen die eventueel aan die opdracht aangebracht moeten worden. Het komt bovendien tussenbeide bij de uitvoering van de opdracht bedoeld in artikel 2 om elke bepaling uit de desbetreffende documenten te doen toepassen.

De leidend ambtenaar die de uitvoering van de opdracht voor de Franse Gemeenschap leidt en controleert is de Directie « Support logistique » van het Ministerie van de Franse Gemeenschap.

De leidend ambtenaar die de uitvoering van de opdracht voor het Waalse Gewest leidt en controleert is de Directie « Gestion mobilière » van de Waalse Overheidsdienst.

Art. 4. De Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest zullen, elk naar gelang van zijn eigen behoeften, overgaan tot de betaling van de bestelde benodigdheden, na verificatie en goedkeuring van de facturen opgemaakt door de aannemer na de levering van bedoelde benodigdheden.

De benodigdheden worden betaald binnen vijftig kalenderdagen, te rekenen van de datum waarop de opleveringsformaliteiten beëindigd zijn, voor zover de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest, elk wat haar/hem betreft, in het bezit zijn zowel van de volgens de regels opgemaakte factuur als van de andere documenten die eventueel vereist worden.

Art. 5. Deze overeenkomst wordt voor een onbepaalde duur gesloten.

Art. 6. Deze overeenkomst treedt in werking, na goedkeuring door het Waalse parlement en het Parlement van de Franse Gemeenschap, de dag waarop het laatste van beide goedkeuringsdecreten in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Namen, 20 juni 2013.

Voor het Waalse Gewest :

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

Voor de Franse Gemeenschap :

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Kinderopvang, Ambtenarenzaken en Wetenschappelijk Onderzoek,
J.-M. NOLLET

BIJLAGE 5

20 JUNI 2013. — Samenwerkingsovereenkomst tussen het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap betreffende de aankoop van kleine kantoorbenodigdheden

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op de artikelen 87, 89 en 92bis;

Gelet op de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

Gelet op de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, inzonderheid op de artikelen 2, 4°, en 15;

Gelet op de beraadslagingen van de Waalse Regering van 14 maart 2013 en 20 juni 2013;

Gelet op de beraadslagingen van de Regering van de Franse Gemeenschap van 14 maart 2013 en 20 juni 2013;

Overwegende dat de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten krachtens artikel 4, § 1, ervan zowel op het Waalse Gewest als op de Franse Gemeenschap toepasselijk is in hun hoedanigheid van aanbestedende overheid;

Overwegende dat een aanbestedende overheid krachtens artikel 2, 4°, van de wet van 15 juni 2006 een aankoopcentrale mag oprichten en bijgevolg benodigdheden mag kopen die voor andere aanbestedende overheden bestemd zijn;

Overwegende dat een aanbestedende overheid die een beroep doet op een aankoopcentrale bedoeld in artikel 2, 4°, van de wet van 15 juni 2006 krachtens artikel 15 van die wet vrijgesteld is van de verplichting om zelf een gunningsprocedure te organiseren;

Overwegende dat het Waalse Gewest een aan Europese bekendmaking onderworpen algemene offerteaanvraag heeft gedaan i.v.m. de aankoop van kleine kantoorbenodigdheden;

Overwegende dat die opdracht de periode tot 31 december 2015 dekt, onder voorbehoud van een eventuele verlenging;

Overwegende dat het Waalse Gewest een aankoopcentrale voor de aankoop van kleine kantoorbenodigdheden heeft opgericht;

Overwegende dat de Franse Gemeenschap eveneens een overheidsopdracht voor de aankoop van kleine kantoorbenodigdheden moet opstarten;

Overwegende dat de Franse Gemeenschap ingevolge de beslissingen van haar Regering van 14 maart 2013 en 20 juni 2013 beslist heeft een beroep te doen op die aankoopcentrale en zich in de Europese algemene offerteaanvraag die door het Waalse Gewest is gedaan te laten identificeren als begunstigde aanbestedende overheid van genoemde aankoopcentrale;

De Franse Gemeenschap, vertegenwoordigd door haar Regering in de persoon van haar Minister-President, de heer Rudy Demotte, en in de persoon van haar Viceminister-President en Minister van Kinderopvang, Ambtenarenzaken en Wetenschappelijk onderzoek, de heer Jean-Marc Nollet;

Het Waalse Gewest, vertegenwoordigd door zijn Regering in de persoon van haar Minister-President, de heer Rudy Demotte, en in de persoon van haar Viceminister-President en Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken, de heer Jean-Marc Nollet;

Hierna « de ondertekenende partijen » genoemd,

Zijn overeengekomen wat volgt :

Artikel 1. Deze overeenkomst betreft de bevoegdheden van het Waalse Gewest en van de Franse Gemeenschap bedoeld in de artikelen 87 en 89 van de bijzondere wet tot hervorming der instellingen.

Art. 2. Het Waalse Gewest heeft een algemene offerteaanvraag i.v.m. de aankoop van kleine kantoorbenodigdheden gedaan.

Het Waalse Gewest, aanbestedende overheid, heeft aldus een aankoopcentrale opgericht voor de aankoop van dat type benodigdheden.

In de algemene offerteaanvraag bedoeld in het eerste lid van dit artikel heeft het Waalse Gewest de Franse Gemeenschap geïdentificeerd als begunstigde aanbestedende overheid van de aankoopcentrale.

De Franse Gemeenschap wordt bijgevolg vrijgesteld van de verplichting om de procedure van de gunning van een overheidsopdracht i.v.m. hetzelfde voorwerp zelf te organiseren.

Art. 3. De Franse Gemeenschap blijft volledig aansprakelijk voor de uitvoering van de opdracht bedoeld in artikel 2, vanaf de bestelling tot en met de betaling van de benodigdheden aldus besteld naar gelang van haar eigen behoeften.

Bijgevolg blijft de uitvoering van de opdracht bedoeld in artikel 2 voor de aldus verrichte bestellingen onder de leiding en de controle van elk van de aanbestedende overheden staan.

Het Waalse Gewest blijft als aankoopcentrale evenwel als enige bevoegd voor de ambtshalve maatregelen alsook voor de eenzijdige wijzigingen die eventueel aan die opdracht aangebracht moeten worden. Het komt bovendien tussenbeide bij de uitvoering van de opdracht bedoeld in artikel 2 om elke bepaling uit de desbetreffende documenten te doen toepassen.

De leidend ambtenaar die de uitvoering van de opdracht voor de Franse Gemeenschap leidt en controleert is de Directie « Support logistique » van het Ministerie van de Franse Gemeenschap.

De leidend ambtenaar die de uitvoering van de opdracht voor het Waalse Gewest leidt en controleert is de Directie « Gestion mobilière » van de Waalse Overheidsdienst.

Art. 4. De Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest zullen, elk naar gelang van zijn eigen behoeften, overgaan tot de betaling van de bestelde benodigdheden, na verificatie en goedkeuring van de facturen opgemaakt door de aannemer na de levering van bedoelde benodigdheden.

De benodigdheden worden betaald binnen vijftig kalenderdagen, te rekenen van de datum waarop de opleveringsformaliteiten beëindigd zijn, voor zover de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest, elk wat haar/hem betreft, in het bezit zijn zowel van de volgens de regels opgemaakte factuur als van de andere documenten die eventueel vereist worden.

Art. 5. Deze overeenkomst wordt voor een onbepaalde duur gesloten.

Art. 6. Deze overeenkomst treedt in werking, na goedkeuring door het Waalse Parlement en het Parlement van de Franse Gemeenschap, de dag waarop het laatste van beide goedkeuringsdecreten in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Namen, 20 juni 2013.

Voor het Waalse Gewest :

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

Voor de Franse Gemeenschap :

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Kinderopvang, Ambtenarenzaken en Wetenschappelijk Onderzoek,
J.-M. NOLLET

BIJLAGE 6

20 JUNI 2013. — Samenwerkingsovereenkomst tussen het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap betreffende de aankoop van autotoebehoren en, meer bepaald, autobanden

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op de artikelen 87, 89 en 92bis;

Gelet op de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

Gelet op de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, inzonderheid op de artikelen 2, 4^o, en 15;

Gelet op de beraadslagingen van de Waalse Regering van 14 maart 2013 en 20 juni 2013;

Gelet op de beraadslagingen van de Regering van de Franse Gemeenschap van 14 maart 2013 en 20 juni 2013;

Overwegende dat de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten krachtens artikel 4, § 1, ervan zowel op het Waalse Gewest als op de Franse Gemeenschap toepasselijk is in hun hoedanigheid van aanbestedende overheid;

Overwegende dat een aanbestedende overheid krachtens artikel 2, 4^o, van de wet van 15 juni 2006 een aankoopcentrale mag oprichten en bijgevolg benodigdheden mag kopen die voor andere aanbestedende overheden bestemd zijn;

Overwegende dat een aanbestedende overheid die een beroep doet op een aankoopcentrale bedoeld in artikel 2, 4^o, van de wet van 15 juni 2006 krachtens artikel 15 van die wet vrijgesteld is van de verplichting om zelf een gunningsprocedure te organiseren;

Overwegende dat het Waalse Gewest een algemene offerteaanvraag heeft gedaan i.v.m. de aankoop van autotoebehoren en, meer bepaald, autobanden;

Overwegende dat die opdracht de periode tot 31 december 2014 dekt, onder voorbehoud van een eventuele verlenging;

Overwegende dat het Waalse Gewest een aankoopcentrale voor de aankoop van autotoebehoren en, meer bepaald, banden heeft opgericht;

Overwegende dat de Franse Gemeenschap eveneens een overheidsopdracht voor de aankoop van autotoebehoren en, meer bepaald, banden moet opstarten;

Overwegende dat de Franse Gemeenschap ingevolge de beslissingen van haar Regering van 14 maart 2013 en 20 juni 2013 beslist heeft een beroep te doen op die aankoopcentrale en zich in de Europese algemene offerteaanvraag die door het Waalse Gewest is gedaan te laten identificeren als begunstigde aanbestedende overheid van genoemde aankoopcentrale;

De Franse Gemeenschap, vertegenwoordigd door haar Regering in de persoon van haar Minister-President, de heer Rudy Demotte, en in de persoon van haar Viceminister-President en Minister van Kinderopvang, Ambtenarenzaken en Wetenschappelijk onderzoek, de heer Jean-Marc Nollet;

Het Waalse Gewest, vertegenwoordigd door zijn Regering in de persoon van haar Minister-President, de heer Rudy Demotte, en in de persoon van haar Viceminister-President en Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken, de heer Jean-Marc Nollet;

Hierna « de ondertekenende partijen » genoemd,

Zijn overeengekomen wat volgt :

Artikel 1. Deze overeenkomst betreft de bevoegdheden van het Waalse Gewest en van de Franse Gemeenschap bedoeld in de artikelen 87 en 89 van de bijzondere wet tot hervorming der instellingen.

Art. 2. Het Waalse Gewest heeft een algemene offerteaanvraag gedaan i.v.m. de aankoop van autotoebehoren en, meer bepaald, banden.

Het Waalse Gewest, aanbestedende overheid, heeft aldus een aankoopcentrale opgericht voor de aankoop van dat type autobodenodigdheden.

In de algemene offerteaanvraag bedoeld in het eerste lid van dit artikel heeft het Waalse Gewest de Franse Gemeenschap geïdentificeerd als begunstigde aanbestedende overheid van de aankoopcentrale.

De Franse Gemeenschap wordt bijgevolg vrijgesteld van de verplichting om de procedure van de gunning van een overheidsopdracht i.v.m. hetzelfde voorwerp zelf te organiseren.

Art. 3. De Franse Gemeenschap blijft volledig aansprakelijk voor de uitvoering van de opdracht bedoeld in artikel 2, vanaf de bestelling tot en met de betaling van de benodigdheden aldus besteld naar gelang van haar eigen behoeften.

Bijgevolg blijft de uitvoering van de opdracht bedoeld in artikel 2 voor de aldus verrichte bestellingen onder de leiding en de controle van elk van de aanbestedende overheden staan.

Het Waalse Gewest blijft als aankoopcentrale evenwel als enige bevoegd voor de ambtshalve maatregelen alsook voor de eenzijdige wijzigingen die eventueel aan die opdracht aangebracht moeten worden. Het komt bovendien tussenbeide bij de uitvoering van de opdracht bedoeld in artikel 2 om elke bepaling uit de desbetreffende documenten te doen toepassen.

De leidend ambtenaar die de uitvoering van de opdracht voor de Franse Gemeenschap leidt en controleert is de Directie « Support logistique » van het Ministerie van de Franse Gemeenschap.

De leidend ambtenaar die de uitvoering van de opdracht voor het Waalse Gewest leidt en controleert is de Directie « Gestion mobilière » van de Waalse Overheidsdienst.

Art. 4. De Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest zullen, elk naar gelang van zijn eigen behoeften, overgaan tot de betaling van de bestelde benodigdheden, na verificatie en goedkeuring van de facturen opgemaakt door de aannemer na de levering van bedoelde benodigdheden.

De benodigdheden worden betaald binnen vijftig kalenderdagen, te rekenen van de datum waarop de opleveringsformaliteiten beëindigd zijn, voor zover de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest, elk wat haar/hem betreft, in het bezit zijn zowel van de volgens de regels opgemaakte factuur als van de andere documenten die eventueel vereist worden.

Art. 5. Deze overeenkomst wordt voor een onbepaalde duur gesloten.

Art. 6. Deze overeenkomst treedt in werking, na goedkeuring door het Waalse parlement en het Parlement van de Franse Gemeenschap, de dag waarop het laatste van beide goedkeuringsdecreten in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Namen, 20 juni 2013.

Voor het Waalse Gewest :

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

Voor de Franse Gemeenschap :

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Kinderopvang, Ambtenarenzaken en Wetenschappelijk Onderzoek,
J.-M. NOLLET

BIJLAGE 7

20 JUNI 2013. — Samenwerkingsovereenkomst tussen het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap betreffende de aankoop van klein onderhoudsmaterieel en onderhoudsproducten

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op de artikelen 87, 89 en 92bis;

Gelet op de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

Gelet op de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, inzonderheid op de artikelen 2, 4°, en 15;

Gelet op de beraadslagingen van de Waalse Regering van 14 maart 2013 en 20 juni 2013;

Gelet op de beraadslagingen van de Regering van de Franse Gemeenschap van 14 maart 2013 en 20 juni 2013;

Overwegende dat de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten krachtens artikel 4, § 1, ervan zowel op het Waalse Gewest als op de Franse Gemeenschap toepasselijk is in hun hoedanigheid van aanbestedende overheid;

Overwegende dat een aanbestedende overheid krachtens artikel 2, 4°, van de wet van 15 juni 2006 een aankoopcentrale mag oprichten en bijgevolg benodigdheden mag kopen die voor andere aanbestedende overheden bestemd zijn;

Overwegende dat een aanbestedende overheid die een beroep doet op een aankoopcentrale bedoeld in artikel 2, 4°, van de wet van 15 juni 2006 krachtens artikel 15 van die wet vrijgesteld is van de verplichting om zelf een gunningsprocedure te organiseren;

Overwegende dat het Waalse Gewest een aan Europese bekendmaking onderworpen algemene offerteaanvraag heeft gedaan i.v.m. de aankoop van klein onderhoudsmaterieel en onderhoudsproducten;

Overwegende dat die opdracht de periode tot 31 december 2015 dekt, onder voorbehoud van een eventuele verlenging;

Overwegende dat het Waalse Gewest een aankoopcentrale voor de aankoop van klein onderhoudsmaterieel en onderhoudsproducten heeft opgericht;

Overwegende dat de Franse Gemeenschap eveneens een overheidsopdracht voor de aankoop van klein onderhoudsmaterieel en onderhoudsproducten moet opstarten;

Overwegende dat de Franse Gemeenschap ingevolge de beslissingen van haar Regering van 14 maart 2013 en 20 juni 2013 beslist heeft een beroep te doen op die aankoopcentrale en zich in de Europese algemene offerteaanvraag die door het Waalse Gewest is gedaan te laten identificeren als begunstigde aanbestedende overheid van genoemde aankoopcentrale;

De Franse Gemeenschap, vertegenwoordigd door haar Regering in de persoon van haar Minister-President, de heer Rudy Demotte, en in de persoon van haar Viceminister-President en Minister van Kinderopvang, Ambtenarenzaken en Wetenschappelijk onderzoek, de heer Jean-Marc Nollet;

Het Waalse Gewest, vertegenwoordigd door zijn Regering in de persoon van haar Minister-President, de heer Rudy Demotte, en in de persoon van haar Viceminister-President en Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken, de heer Jean-Marc Nollet;

Hierna « de ondertekenende partijen » genoemd,

Zijn overeengekomen wat volgt :

Artikel 1. Deze overeenkomst betreft de bevoegdheden van het Waalse Gewest en van de Franse Gemeenschap bedoeld in de artikelen 87 en 89 van de bijzondere wet tot hervorming der instellingen.

Art. 2. Het Waalse Gewest heeft een algemene offerteaanvraag i.v.m. de aankoop van klein onderhoudsmaterieel en onderhoudsproducten gedaan.

Het Waalse Gewest, aanbestedende overheid, heeft aldus een aankoopcentrale opgericht voor de aankoop van dat type benodigdheden.

In de algemene offerteaanvraag bedoeld in het eerste lid van dit artikel heeft het Waalse Gewest de Franse Gemeenschap geïdentificeerd als begunstigde aanbestedende overheid van de aankoopcentrale.

De Franse Gemeenschap wordt bijgevolg vrijgesteld van de verplichting om de procedure van de gunning van een overheidsopdracht i.v.m. hetzelfde voorwerp zelf te organiseren.

Art. 3. De Franse Gemeenschap blijft volledig aansprakelijk voor de uitvoering van de opdracht bedoeld in artikel 2, vanaf de bestelling tot en met de betaling van de benodigdheden aldus besteld naar gelang van haar eigen behoeften.

Bijgevolg blijft de uitvoering van de opdracht bedoeld in artikel 2 voor de aldus verrichte bestellingen onder de leiding en de controle van elk van de aanbestedende overheden staan.

Het Waalse Gewest blijft als aankoopcentrale evenwel als enige bevoegd voor de ambtshalve maatregelen alsook voor de eenzijdige wijzigingen die eventueel aan die opdracht aangebracht moeten worden. Het komt bovendien tussenbeide bij de uitvoering van de opdracht bedoeld in artikel 2 om elke bepaling uit de desbetreffende documenten te doen toepassen.

De leidend ambtenaar die de uitvoering van de opdracht voor de Franse Gemeenschap leidt en controleert is de Directie « Support logistique » van het Ministerie van de Franse Gemeenschap.

De leidend ambtenaar die de uitvoering van de opdracht voor het Waalse Gewest leidt en controleert is de Directie « Gestion mobilière » van de Waalse Overheidsdienst.

Art. 4. De Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest zullen, elk naar gelang van zijn eigen behoeften, overgaan tot de betaling van de bestelde benodigdheden, na verificatie en goedkeuring van de facturen opgemaakt door de aannemer na de levering van bedoelde benodigdheden.

De benodigdheden worden betaald binnen vijftig kalenderdagen, te rekenen van de datum waarop de opleveringsformaliteiten beëindigd zijn, voor zover de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest, elk wat haar/hem betreft, in het bezit zijn zowel van de volgens de regels opgemaakte factuur als van de andere documenten die eventueel vereist worden.

Art. 5. Deze overeenkomst wordt voor een onbepaalde duur gesloten.

Art. 6. Deze overeenkomst treedt in werking, na goedkeuring door het Waalse parlement en het Parlement van de Franse Gemeenschap, de dag waarop het laatste van beide goedkeuringsdecreten in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Namen, 20 juni 2013.

Voor het Waalse Gewest :

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

Voor de Franse Gemeenschap :

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Kinderopvang, Ambtenarenzaken en Wetenschappelijk Onderzoek,
J.-M. NOLLET

BIJLAGE 8

20 JUNI 2013. — Samenwerkingsovereenkomst tussen het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap betreffende de aankoop van verschillende types kantoorstoelen

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op de artikelen 87, 89 en 92bis;

Gelet op de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

Gelet op de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, inzonderheid op de artikelen 2, 4°, en 15;

Gelet op de beraadslagingen van de Waalse Regering van 14 maart 2013 en 20 juni 2013;

Gelet op de beraadslagingen van de Regering van de Franse Gemeenschap van 14 maart 2013 en 20 juni 2013;

Overwegende dat de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten krachtens artikel 4, § 1, ervan zowel op het Waalse Gewest als op de Franse Gemeenschap toepasselijk is in hun hoedanigheid van aanbestedende overheid;

Overwegende dat een aanbestedende overheid krachtens artikel 2, 4°, van de wet van 15 juni 2006 een aankoopcentrale mag oprichten en bijgevolg benodigdheden mag kopen die voor andere aanbestedende overheden bestemd zijn;

Overwegende dat een aanbestedende overheid die een beroep doet op een aankoopcentrale bedoeld in artikel 2, 4°, van de wet van 15 juni 2006 krachtens artikel 15 van die wet vrijgesteld is van de verplichting om zelf een gunningsprocedure te organiseren;

Overwegende dat het Waalse Gewest een aan Europese bekendmaking onderworpen algemene offerteaanvraag heeft gedaan i.v.m. de aankoop van verschillende types kantoorstoelen;

Overwegende dat die opdracht de periode tot 31 december 2016 dekt, onder voorbehoud van een eventuele verlenging;

Overwegende dat het Waalse Gewest een aankoopcentrale voor de aankoop van verschillende types zetels heeft opgericht;

Overwegende dat de Franse Gemeenschap eveneens een overheidsopdracht voor de aankoop van verschillende types zetels moet opstarten;

Overwegende dat de Franse Gemeenschap ingevolge de beslissingen van haar Regering van 14 maart 2013 en 20 juni 2013 beslist heeft een beroep te doen op die aankoopcentrale en zich in de Europese algemene offerteaanvraag die door het Waalse Gewest is gedaan te laten identificeren als begunstigde aanbestedende overheid van genoemde aankoopcentrale;

De Franse Gemeenschap, vertegenwoordigd door haar Regering in de persoon van haar Minister-President, de heer Rudy Demotte, en in de persoon van haar Viceminister-President en Minister van Kinderopvang, Ambtenarenzaken en Wetenschappelijk onderzoek, de heer Jean-Marc Nollet;

Het Waalse Gewest, vertegenwoordigd door zijn Regering in de persoon van haar Minister-President, de heer Rudy Demotte, en in de persoon van haar Viceminister-President en Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken, de heer Jean-Marc Nollet;

Hierna « de ondertekenende partijen » genoemd,

Zijn overeengekomen wat volgt :

Artikel 1. Deze overeenkomst betreft de bevoegdheden van het Waalse Gewest en van de Franse Gemeenschap bedoeld in de artikelen 87 en 89 van de bijzondere wet tot hervorming der instellingen.

Art. 2. Het Waalse Gewest heeft een algemene offerteaanvraag i.v.m. de aankoop van verschillende types kantoorstoelen gedaan.

Het Waalse Gewest, aanbestedende overheid, heeft aldus een aankoopcentrale opgericht voor de aankoop van dat type benodigdheden.

In de algemene offerteaanvraag bedoeld in het eerste lid van dit artikel heeft het Waalse Gewest de Franse Gemeenschap geïdentificeerd als begunstigde aanbestedende overheid van de aankoopcentrale.

De Franse Gemeenschap wordt bijgevolg vrijgesteld van de verplichting om de procedure van de gunning van een overheidsopdracht i.v.m. hetzelfde voorwerp zelf te organiseren.

Art. 3. De Franse Gemeenschap blijft volledig aansprakelijk voor de uitvoering van de opdracht bedoeld in artikel 2, vanaf de bestelling tot en met de betaling van de benodigdheden aldus besteld naar gelang van haar eigen behoeften.

Bijgevolg blijft de uitvoering van de opdracht bedoeld in artikel 2 voor de aldus verrichte bestellingen onder de leiding en de controle van elk van de aanbestedende overheden staan.

Het Waalse Gewest blijft als aankoopcentrale evenwel als enige bevoegd voor de ambtshalve maatregelen alsook voor de eenzijdige wijzigingen die eventueel aan die opdracht aangebracht moeten worden. Het komt bovendien tussenbeide bij de uitvoering van de opdracht bedoeld in artikel 2 om elke bepaling uit de desbetreffende documenten te doen toepassen.

De leidend ambtenaar die de uitvoering van de opdracht voor de Franse Gemeenschap leidt en controleert is de Directie « Support logistique » van het Ministerie van de Franse Gemeenschap.

De leidend ambtenaar die de uitvoering van de opdracht voor het Waalse Gewest leidt en controleert is de Directie « Gestion mobilière » van de Waalse Overheidsdienst.

Art. 4. De Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest zullen, elk naar gelang van zijn eigen behoeften, overgaan tot de betaling van de bestelde benodigdheden, na verificatie en goedkeuring van de facturen opgemaakt door de aannemer na de levering van bedoelde benodigdheden.

De benodigdheden worden betaald binnen vijftig kalenderdagen, te rekenen van de datum waarop de opleveringsformaliteiten beëindigd zijn, voor zover de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest, elk wat haar/hem betreft, in het bezit zijn zowel van de volgens de regels opgemaakte factuur als van de andere documenten die eventueel vereist worden.

Art. 5. Deze overeenkomst wordt voor een onbepaalde duur gesloten.

Art. 6. Deze overeenkomst treedt in werking, na goedkeuring door het Waalse parlement en het Parlement van de Franse Gemeenschap, de dag waarop het laatste van beide goedkeuringsdecreten in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Namen, 20 juni 2013.

Voor het Waalse Gewest :

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

Voor de Franse Gemeenschap :

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Kinderopvang, Ambtenarenzaken en Wetenschappelijk Onderzoek,
J.-M. NOLLET

BIJLAGE 9

20 JUNI 2013. — Samenwerkingsovereenkomst tussen het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap betreffende de aankoop van dienstvoertuigen

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op de artikelen 87, 89 en 92bis;

Gelet op de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

Gelet op de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, inzonderheid op de artikelen 2, 4°, en 15;

Gelet op de beraadslagingen van de Waalse Regering van 14 maart 2013 en 20 juni 2013;

Gelet op de beraadslagingen van de Regering van de Franse Gemeenschap van 14 maart 2013 en 20 juni 2013;

Overwegende dat de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten krachtens artikel 4, § 1, ervan zowel op het Waalse Gewest als op de Franse Gemeenschap toepasselijk is in hun hoedanigheid van aanbestedende overheid;

Overwegende dat een aanbestedende overheid krachtens artikel 2, 4°, van de wet van 15 juni 2006 een aankoopcentrale mag oprichten en bijgevolg benodigdheden mag kopen die voor andere aanbestedende overheden bestemd zijn;

Overwegende dat een aanbestedende overheid die een beroep doet op een aankoopcentrale bedoeld in artikel 2, 4°, krachtens artikel 15 van de wet van 15 juni 2006 vrijgesteld is van de verplichting om zelf een gunningsprocedure te organiseren;

Overwegende dat het Waalse Gewest een aan Europese bekendmaking onderworpen algemene offerteaanvraag heeft gedaan i.v.m. de aankoop van dienstvoertuigen;

Overwegende dat die opdracht de periode tot 31 december 2014 dekt, onder voorbehoud van een eventuele verlenging;

Overwegende dat het Waalse Gewest een aankoopcentrale voor de aankoop van dienstvoertuigen heeft opgericht;

Overwegende dat de Franse Gemeenschap eveneens een overheidsopdracht voor de aankoop van dienstvoertuigen moet opstarten;

Overwegende dat de Franse Gemeenschap ingevolge de beslissingen van haar Regering van 14 maart 2013 en 20 juni 2013 beslist heeft een beroep te doen op die aankoopcentrale en zich in de Europese algemene offerteaanvraag die door het Waalse Gewest is gedaan te laten identificeren als begunstigde aanbestedende overheid van genoemde aankoopcentrale;

De Franse Gemeenschap, vertegenwoordigd door haar Regering in de persoon van haar Minister-President, de heer Rudy Demotte, en in de persoon van haar Viceminister-President en Minister van Kinderopvang, Ambtenarenzaken en Wetenschappelijk onderzoek, de heer Jean-Marc Nollet;

Het Waalse Gewest, vertegenwoordigd door zijn Regering in de persoon van haar Minister-President, de heer Rudy Demotte, en in de persoon van haar Viceminister-President en Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken, de heer Jean-Marc Nollet;

Hierna « de ondertekenende partijen » genoemd,

Zijn overeengekomen wat volgt :

Artikel 1. Deze overeenkomst betreft de bevoegdheden van het Waalse Gewest en van de Franse Gemeenschap bedoeld in de artikelen 87 en 89 van de bijzondere wet tot hervorming der instellingen.

Art. 2. Het Waalse Gewest heeft een algemene offerteaanvraag i.v.m. de aankoop van dienstvoertuigen gedaan.

Het Waalse Gewest, aanbestedende overheid, heeft aldus een aankoopcentrale opgericht voor de aankoop van dat type voertuigen.

In de algemene offerteaanvraag bedoeld in het eerste lid van dit artikel heeft het Waalse Gewest de Franse Gemeenschap geïdentificeerd als begunstigde aanbestedende overheid van de aankoopcentrale.

De Franse Gemeenschap wordt bijgevolg vrijgesteld van de verplichting om de procedure van de gunning van een overheidsopdracht i.v.m. hetzelfde voorwerp zelf te organiseren.

Art. 3. De Franse Gemeenschap blijft volledig aansprakelijk voor de uitvoering van de opdracht bedoeld in artikel 2, vanaf de bestelling tot en met de betaling van de benodigdheden aldus besteld naar gelang van haar eigen behoeften.

Bijgevolg blijft de uitvoering van de opdracht bedoeld in artikel 2 voor de aldus verrichte bestellingen onder de leiding en de controle van elk van de aanbestedende overheden staan.

Het Waalse Gewest blijft als aankoopcentrale evenwel als enige bevoegd voor de ambtshalve maatregelen alsook voor de eenzijdige wijzigingen die eventueel aan die opdracht aangebracht moeten worden. Het komt bovendien tussenbeide bij de uitvoering van de opdracht bedoeld in artikel 2 om elke bepaling uit de desbetreffende documenten te doen toepassen.

De leidend ambtenaar die de uitvoering van de opdracht voor de Franse Gemeenschap leidt en controleert is de Directie « Support logistique » van het Ministerie van de Franse Gemeenschap.

De leidend ambtenaar die de uitvoering van de opdracht voor het Waalse Gewest leidt en controleert is de Directie « Gestion mobilière » van de Waalse Overheidsdienst.

Art. 4. De Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest zullen, elk naar gelang van zijn eigen behoeften, overgaan tot de betaling van de bestelde benodigdheden, na verificatie en goedkeuring van de facturen opgemaakt door de aannemer na de levering van bedoelde benodigdheden.

De benodigdheden worden betaald binnen vijftig kalenderdagen, te rekenen van de datum waarop de opleveringsformaliteiten beëindigd zijn, voor zover de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest, elk wat haar/hem betreft, in het bezit zijn zowel van de volgens de regels opgemaakte factuur als van de andere documenten die eventueel vereist worden.

Art. 5. Deze overeenkomst wordt voor een onbepaalde duur gesloten.

Art. 6. Deze overeenkomst treedt in werking, na goedkeuring door het Waalse parlement en het Parlement van de Franse Gemeenschap, de dag waarop het laatste van beide goedkeuringsdecreten in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Namen, 20 juni 2013.

Voor het Waalse Gewest :

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

Voor de Franse Gemeenschap :

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Kinderopvang, Ambtenarenzaken en Wetenschappelijk Onderzoek,
J.-M. NOLLET

BIJLAGE 10

20 JUNI 2013. — Samenwerkingsovereenkomst tussen het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap betreffende de aankoop van magnetische brandstofkaarten

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op de artikelen 87, 89 en 92bis;

Gelet op de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

Gelet op de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, inzonderheid op de artikelen 2, 4°, en 15;

Gelet op de beraadslagingen van de Waalse Regering van 14 maart 2013 en 20 juni 2013;

Gelet op de beraadslagingen van de Regering van de Franse Gemeenschap van 14 maart 2013 en 20 juni 2013;

Overwegende dat de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten krachtens artikel 4, § 1, ervan zowel op het Waalse Gewest als op de Franse Gemeenschap toepasselijk is in hun hoedanigheid van aanbestedende overheid;

Overwegende dat een aanbestedende overheid krachtens artikel 2, 4°, van de wet van 15 juni 2006 een aankoopcentrale mag oprichten en bijgevolg benodigdheden mag kopen die voor andere aanbestedende overheden bestemd zijn;

Overwegende dat een aanbestedende overheid die een beroep doet op een aankoopcentrale bedoeld in artikel 2, 4°, van de wet van 15 juni 2006 krachtens artikel 15 van die wet vrijgesteld is van de verplichting om zelf een gunningsprocedure te organiseren;

Overwegende dat het Waalse Gewest een aan Europese bekendmaking onderworpen algemene offerteaanvraag heeft gedaan i.v.m. de aankoop van magnetische brandstofkaarten;

Overwegende dat die opdracht de periode tot 30 april 2016 dekt, onder voorbehoud van een eventuele verlenging;

Overwegende dat het Waalse Gewest een aankoopcentrale voor de aankoop van magnetische brandstofkaarten heeft opgericht;

Overwegende dat de Franse Gemeenschap eveneens een overheidsopdracht voor de aankoop van magnetische brandstofkaarten moet opstarten;

Overwegende dat de Franse Gemeenschap ingevolge de beslissingen van haar Regering van 14 maart 2013 en 20 juni 2013 beslist heeft een beroep te doen op die aankoopcentrale en zich in de Europese algemene offerteaanvraag die door het Waalse Gewest is gedaan te laten identificeren als begunstigde aanbestedende overheid van genoemde aankoopcentrale;

De Franse Gemeenschap, vertegenwoordigd door haar Regering in de persoon van haar Minister-President, de heer Rudy Demotte, en in de persoon van haar Vice-minister-President en Minister van Kinderopvang, Ambtenarenzaken en Wetenschappelijk onderzoek, de heer Jean-Marc Nollet;

Het Waalse Gewest, vertegenwoordigd door zijn Regering in de persoon van haar Minister-President, de heer Rudy Demotte, en in de persoon van haar Viceminister-President en Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken, de heer Jean-Marc Nollet;

Hierna « de ondertekenende partijen » genoemd,

Zijn overeengekomen wat volgt :

Artikel 1. Deze overeenkomst betreft de bevoegdheden van het Waalse Gewest en van de Franse Gemeenschap bedoeld in de artikelen 87 en 89 van de bijzondere wet tot hervorming der instellingen.

Art. 2. Het Waalse Gewest heeft een algemene offerteaanvraag i.v.m. de aankoop van magnetische brandstofkaarten gedaan.

Het Waalse Gewest, aanbestedende overheid, heeft aldus een aankoopcentrale opgericht voor de aankoop van dat type magnetische brandstofkaarten.

In de algemene offerteaanvraag bedoeld in het eerste lid van dit artikel heeft het Waalse Gewest de Franse Gemeenschap geïdentificeerd als begunstigde aanbestedende overheid van de aankoopcentrale.

De Franse Gemeenschap wordt bijgevolg vrijgesteld van de verplichting om de procedure van de gunning van een overheidsopdracht i.v.m. hetzelfde voorwerp zelf te organiseren.

Art. 3. De Franse Gemeenschap blijft volledig aansprakelijk voor de uitvoering van de opdracht bedoeld in artikel 2, vanaf de bestelling tot en met de betaling van de benodigdheden aldus besteld naar gelang van haar eigen behoeften.

Bijgevolg blijft de uitvoering van de opdracht bedoeld in artikel 2 voor de aldus verrichte bestellingen onder de leiding en de controle van elk van de aanbestedende overheden staan.

Het Waalse Gewest blijft als aankoopcentrale evenwel als enige bevoegd voor de ambtshalve maatregelen alsook voor de eenzijdige wijzigingen die eventueel aan die opdracht aangebracht moeten worden. Het komt bovendien tussenbeide bij de uitvoering van de opdracht bedoeld in artikel 2 om elke bepaling uit de desbetreffende documenten te doen toepassen.

De leidend ambtenaar die de uitvoering van de opdracht voor de Franse Gemeenschap leidt en controleert is de Directie « Support logistique » van het Ministerie van de Franse Gemeenschap.

De leidend ambtenaar die de uitvoering van de opdracht voor het Waalse Gewest leidt en controleert is de Directie « Gestion mobilière » van de Waalse Overheidsdienst.

Art. 4. De Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest zullen, elk naar gelang van zijn eigen behoeften, overgaan tot de betaling van de bestelde benodigdheden, na verificatie en goedkeuring van de facturen opgemaakt door de aannemer na de levering van bedoelde benodigdheden.

De benodigdheden worden betaald binnen vijftig kalenderdagen, te rekenen van de datum waarop de opleveringsformaliteiten beëindigd zijn, voor zover de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest, elk wat haar/hem betreft, in het bezit zijn zowel van de volgens de regels opgemaakte factuur als van de andere documenten die eventueel vereist worden.

Art. 5. Deze overeenkomst wordt voor een onbepaalde duur gesloten.

Art. 6. Deze overeenkomst treedt in werking, na goedkeuring door het Waalse parlement en het Parlement van de Franse Gemeenschap, de dag waarop het laatste van beide goedkeuringsdecreten in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Namen, 20 juni 2013.

Voor het Waalse Gewest :

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

Voor de Franse Gemeenschap :

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Kinderopvang, Ambtenarenzaken en Wetenschappelijk Onderzoek,
J.-M. NOLLET

BIJLAGE 11

20 JUNI 2013. — Samenwerkingsovereenkomst tussen het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap betreffende de aankoop van kopieerapparaten met verschillende drukcapaciteiten

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op de artikelen 87, 89 en 92bis;

Gelet op de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

Gelet op de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, inzonderheid op de artikelen 2, 4°, en 15;

Gelet op de beraadslagingen van de Waalse Regering van 14 maart 2013 en 20 juni 2013;

Gelet op de beraadslagingen van de Regering van de Franse Gemeenschap van 14 maart 2013 en 20 juni 2013;

Overwegende dat de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten krachtens artikel 4, § 1, ervan zowel op het Waalse Gewest als op de Franse Gemeenschap toepasselijk is in hun hoedanigheid van aanbestedende overheid;

Overwegende dat een aanbestedende overheid krachtens artikel 2, 4°, van de wet van 15 juni 2006 een aankoopcentrale mag oprichten en bijgevolg benodigdheden mag kopen die voor andere aanbestedende overheden bestemd zijn;

Overwegende dat een aanbestedende overheid die een beroep doet op een aankoopcentrale bedoeld in artikel 2, 4°, van de wet van 15 juni 2006 krachtens artikel 15 van die wet vrijgesteld is van de verplichting om zelf een gunningsprocedure te organiseren;

Overwegende dat het Waalse Gewest een aan Europese bekendmaking onderworpen algemene offerteaanvraag heeft gedaan i.v.m. de aankoop van kopieerapparaten met verschillende drukcapaciteiten;

Overwegende dat die opdracht de periode tot 31 december 2013 dekt, onder voorbehoud van een eventuele verlenging;

Overwegende dat het Waalse Gewest een aankoopcentrale voor de aankoop van kopieerapparaten met verschillende drukcapaciteiten heeft opgericht;

Overwegende dat de Franse Gemeenschap eveneens een overheidsopdracht voor de aankoop van kopieerapparaten met verschillende drukcapaciteiten moet opstarten;

Overwegende dat de Franse Gemeenschap ingevolge de beslissingen van haar Regering van 14 maart 2013 en 20 juni 2013 beslist heeft een beroep te doen op die aankoopcentrale en zich in de Europese algemene offerteaanvraag die door het Waalse Gewest is gedaan te laten identificeren als begunstigde aanbestedende overheid van genoemde aankoopcentrale;

De Franse Gemeenschap, vertegenwoordigd door haar Regering in de persoon van haar Minister-President, de heer Rudy Demotte, en in de persoon van haar Viceminister-President en Minister van Kinderopvang, Ambtenarenzaken en Wetenschappelijk onderzoek, de heer Jean-Marc Nollet;

Het Waalse Gewest, vertegenwoordigd door zijn Regering in de persoon van haar Minister-President, de heer Rudy Demotte, en in de persoon van haar Viceminister-President en Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken, de heer Jean-Marc Nollet;

Hierna « de ondertekenende partijen » genoemd,

Zijn overeengekomen wat volgt :

Artikel 1. Deze overeenkomst betreft de bevoegdheden van het Waalse Gewest en van de Franse Gemeenschap bedoeld in de artikelen 87 en 89 van de bijzondere wet tot hervorming der instellingen.

Art. 2. Het Waalse Gewest heeft een algemene offerteaanvraag i.v.m. de aankoop van kopieerapparaten met verschillende drukcapaciteiten gedaan.

Het Waalse Gewest, aanbestedende overheid, heeft aldus een aankoopcentrale opgericht voor de aankoop van dat type kopieerapparaten.

In de algemene offerteaanvraag bedoeld in het eerste lid van dit artikel heeft het Waalse Gewest de Franse Gemeenschap geïdentificeerd als begunstigde aanbestedende overheid van de aankoopcentrale.

De Franse Gemeenschap wordt bijgevolg vrijgesteld van de verplichting om de procedure van de gunning van een overheidsopdracht i.v.m. hetzelfde voorwerp zelf te organiseren.

Art. 3. De Franse Gemeenschap blijft volledig aansprakelijk voor de uitvoering van de opdracht bedoeld in artikel 2, vanaf de bestelling tot en met de betaling van de benodigdheden aldus besteld naar gelang van haar eigen behoeften.

Bijgevolg blijft de uitvoering van de opdracht bedoeld in artikel 2 voor de aldus verrichte bestellingen onder de leiding en de controle van elk van de aanbestedende overheden staan.

Het Waalse Gewest blijft als aankoopcentrale evenwel als enige bevoegd voor de ambtshalve maatregelen alsook voor de eenzijdige wijzigingen die eventueel aan die opdracht aangebracht moeten worden. Het komt bovendien tussenbeide bij de uitvoering van de opdracht bedoeld in artikel 2 om elke bepaling uit de desbetreffende documenten te doen toepassen.

De leidend ambtenaar die de uitvoering van de opdracht voor de Franse Gemeenschap leidt en controleert is de Directie « Support logistique » van het Ministerie van de Franse Gemeenschap.

De leidend ambtenaar die de uitvoering van de opdracht voor het Waalse Gewest leidt en controleert is de Directie « Gestion mobilière » van de Waalse Overheidsdienst.

Art. 4. De Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest zullen, elk naar gelang van zijn eigen behoeften, overgaan tot de betaling van de bestelde benodigdheden, na verificatie en goedkeuring van de facturen opgemaakt door de aannemer na de levering van bedoelde benodigdheden.

De benodigdheden worden betaald binnen vijftig kalenderdagen, te rekenen van de datum waarop de opleveringsformaliteiten beëindigd zijn, voor zover de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest, elk wat haar/hem betreft, in het bezit zijn zowel van de volgens de regels opgemaakte factuur als van de andere documenten die eventueel vereist worden.

Art. 5. Deze overeenkomst wordt voor een onbepaalde duur gesloten.

Art. 6. Deze overeenkomst treedt in werking, na goedkeuring door het Waalse parlement en het Parlement van de Franse Gemeenschap, de dag waarop het laatste van beide goedkeuringsdecreten in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Namen, 20 juni 2013.

Voor het Waalse Gewest :

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

Voor de Franse Gemeenschap :

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Kinderopvang, Ambtenarenzaken en Wetenschappelijk Onderzoek,
J.-M. NOLLET

BIJLAGE 12

20 JUNI 2013. — Samenwerkingsovereenkomst tussen het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap betreffende de aankoop van individuele beschermingsuitrustingen (veiligheidsschoenen)

Gelet op de artikelen 1 en 35 van de Grondwet;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 92bis, § 1, ingevoegd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988 en gewijzigd bij de bijzondere wet van 16 juli 1993;

Gelet op de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

Gelet op de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, inzonderheid op de artikelen 2, 4°, en 15;

Gelet op de beraadslagingen van de Waalse Regering van 14 maart 2013 en 20 juni 2013;

Gelet op de beraadslagingen van de Regering van de Franse Gemeenschap van 14 maart 2013 en 20 juni 2013;

Overwegende dat de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten krachtens artikel 4, § 1, ervan zowel op het Waalse Gewest als op de Franse Gemeenschap toepasselijk is in hun hoedanigheid van aanbestedende overheid;

Overwegende dat een aanbestedende overheid krachtens artikel 2, 4°, van de wet van 15 juni 2006 een aankoopcentrale mag oprichten en bijgevolg benodigdheden mag kopen die voor andere aanbestedende overheden bestemd zijn;

Overwegende dat een aanbestedende overheid die een beroep doet op een aankoopcentrale bedoeld in artikel 2, 4°, van de wet van 15 juni 2006 krachtens artikel 15 van die wet vrijgesteld is van de verplichting om zelf een gunningsprocedure te organiseren;

Overwegende dat het Waalse Gewest een algemene offerteaanvraag heeft gedaan i.v.m. de aankoop van individuele beschermingsuitrustingen (veiligheidsschoenen);

Overwegende dat die opdracht de periode tot 31 december 2013 dekt, onder voorbehoud van een eventuele verlenging;

Overwegende dat het Waalse Gewest een aankoopcentrale voor de aankoop van individuele beschermingsuitrustingen (veiligheidsschoenen) heeft opgericht;

Overwegende dat de Franse Gemeenschap eveneens een overheidsopdracht voor de aankoop van individuele beschermingsuitrustingen (veiligheidsschoenen) moet opstarten;

Overwegende dat de Franse Gemeenschap ingevolge de beslissingen van haar Regering van 14 maart 2013 en 20 juni 2013 beslist heeft een beroep te doen op die aankoopcentrale en zich in de Europese algemene offerteaanvraag die door het Waalse Gewest is gedaan te laten identificeren als begunstigde aanbestedende overheid van genoemde aankoopcentrale;

De Franse Gemeenschap, vertegenwoordigd door haar Regering in de persoon van haar Minister-President, de heer Rudy Demotte, en in de persoon van haar Viceminister-President en Minister van Kinderopvang, Ambtenarenzaken en Wetenschappelijk onderzoek, de heer Jean-Marc Nollet;

Het Waalse Gewest, vertegenwoordigd door zijn Regering in de persoon van haar Minister-President, de heer Rudy Demotte, en in de persoon van haar Viceminister-President en Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken, de heer Jean-Marc Nollet;

Hierna « de ondertekenende partijen » genoemd,

Zijn overeengekomen wat volgt :

Artikel 1. Deze overeenkomst betreft de bevoegdheden van het Waalse Gewest en van de Franse Gemeenschap bedoeld in de artikelen 87 en 89 van de bijzondere wet tot hervorming der instellingen.

Art. 2. Het Waalse Gewest heeft een algemene offerteaanvraag gedaan i.v.m. de aankoop van individuele beschermingsuitrustingen (veiligheidsschoenen).

Het Waalse Gewest, aanbestedende overheid, heeft aldus een aankoopcentrale opgericht voor de aankoop van dat type individuele beschermingsuitrustingen (veiligheidsschoenen).

In de algemene offerteaanvraag bedoeld in het eerste lid van dit artikel heeft het Waalse Gewest de Franse Gemeenschap geïdentificeerd als begunstigde aanbestedende overheid van de aankoopcentrale.

De Franse Gemeenschap wordt bijgevolg vrijgesteld van de verplichting om de procedure van de gunning van een overheidsopdracht i.v.m. hetzelfde voorwerp zelf te organiseren.

Art. 3. De Franse Gemeenschap blijft volledig aansprakelijk voor de uitvoering van de opdracht bedoeld in artikel 2, vanaf de bestelling tot en met de betaling van de benodigdheden aldus besteld naar gelang van haar eigen behoeften.

Bijgevolg blijft de uitvoering van de opdracht bedoeld in artikel 2 voor de aldus verrichte bestellingen onder de leiding en de controle van elk van de aanbestedende overheden staan.

Het Waalse Gewest blijft als aankoopcentrale evenwel als enige bevoegd voor de ambtshalve maatregelen alsook voor de eenzijdige wijzigingen die eventueel aan die opdracht aangebracht moeten worden. Het komt bovendien tussenbeide bij de uitvoering van de opdracht bedoeld in artikel 2 om elke bepaling uit de desbetreffende documenten te doen toepassen.

De leidend ambtenaar die de uitvoering van de opdracht voor de Franse Gemeenschap leidt en controleert is de Directie « Support logistique » van het Ministerie van de Franse Gemeenschap.

De leidend ambtenaar die de uitvoering van de opdracht voor het Waalse Gewest leidt en controleert is de Directie « Gestion mobilière » van de Waalse Overheidsdienst.

Art. 4. De Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest zullen, elk naar gelang van zijn eigen behoeften, overgaan tot de betaling van de bestelde benodigdheden, na verificatie en goedkeuring van de facturen opgemaakt door de aannemer na de levering van bedoelde benodigdheden.

De benodigdheden worden betaald binnen vijftig kalenderdagen, te rekenen van de datum waarop de opleveringsformaliteiten beëindigd zijn, voor zover de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest, elk wat haar/hem betreft, in het bezit zijn zowel van de volgens de regels opgemaakte factuur als van de andere documenten die eventueel vereist worden.

Art. 5. Deze overeenkomst wordt voor een onbepaalde duur gesloten.

Art. 6. Deze overeenkomst treedt in werking, na goedkeuring door het Waalse parlement en het Parlement van de Franse Gemeenschap, de dag waarop het laatste van beide goedkeuringsdecreten in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Namen, 20 juni 2013.

Voor het Waalse Gewest :

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

Voor de Franse Gemeenschap :

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Kinderopvang, Ambtenarenzaken en Wetenschappelijk Onderzoek,
J.-M. NOLLET

BIJLAGE 13

20 JUNI 2013. — Samenwerkingsovereenkomst tussen het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap betreffende de aankoop van individuele beschermingsuitrustingen (handschoenen)

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op de artikelen 87, 89 en 92bis;

Gelet op de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

Gelet op de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, inzonderheid op de artikelen 2, 4°, en 15;

Gelet op de beraadslagingen van de Waalse Regering van 14 maart 2013 en 20 juni 2013;

Gelet op de beraadslagingen van de Regering van de Franse Gemeenschap van 14 maart 2013 en 20 juni 2013;

Overwegende dat de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten krachtens artikel 4, § 1, ervan zowel op het Waalse Gewest als op de Franse Gemeenschap toepasselijk is in hun hoedanigheid van aanbestedende overheid;

Overwegende dat een aanbestedende overheid krachtens artikel 2, 4°, van de wet van 15 juni 2006 een aankoopcentrale mag oprichten en bijgevolg benodigdheden mag kopen die voor andere aanbestedende overheden bestemd zijn;

Overwegende dat een aanbestedende overheid die een beroep doet op een aankoopcentrale bedoeld in artikel 2, 4°, van de wet van 15 juni 2006 krachtens artikel 15 van die wet vrijgesteld is van de verplichting om zelf een gunningsprocedure te organiseren;

Overwegende dat het Waalse Gewest een algemene offerteaanvraag heeft gedaan i.v.m. de aankoop van individuele beschermingsuitrustingen (handschoenen);

Overwegende dat die opdracht de periode tot 31 december 2013 dekt, onder voorbehoud van een eventuele verlenging;

Overwegende dat het Waalse Gewest een aankoopcentrale voor de aankoop van individuele beschermingsuitrustingen (handschoenen) heeft opgericht;

Overwegende dat de Franse Gemeenschap eveneens een overheidsopdracht voor de aankoop van individuele beschermingsuitrustingen (handschoenen) moet opstarten;

Overwegende dat de Franse Gemeenschap ingevolge de beslissingen van haar Regering van 14 maart 2013 en 20 juni 2013 beslist heeft een beroep te doen op die aankoopcentrale en zich in de Europese algemene offerteaanvraag die door het Waalse Gewest is gedaan te laten identificeren als begunstigde aanbestedende overheid van genoemde aankoopcentrale;

De Franse Gemeenschap, vertegenwoordigd door haar Regering in de persoon van haar Minister-President, de heer Rudy Demotte, en in de persoon van haar Viceminister-President en Minister van Kinderopvang, Ambtenarenzaken en Wetenschappelijk onderzoek, de heer Jean-Marc Nollet;

Het Waalse Gewest, vertegenwoordigd door zijn Regering in de persoon van haar Minister-President, de heer Rudy Demotte, en in de persoon van haar Viceminister-President en Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken, de heer Jean-Marc Nollet;

Hierna « de ondertekenende partijen » genoemd,

Zijn overeengekomen wat volgt :

Artikel 1. Deze overeenkomst betreft de bevoegdheden van het Waalse Gewest en van de Franse Gemeenschap bedoeld in de artikelen 87 en 89 van de bijzondere wet tot hervorming der instellingen.

Art. 2. Het Waalse Gewest heeft een algemene offerteaanvraag gedaan i.v.m. de aankoop van individuele beschermingsuitrustingen (handschoenen).

Het Waalse Gewest, aanbestedende overheid, heeft aldus een aankoopcentrale opgericht voor de aankoop van dat type individuele beschermingsuitrustingen (handschoenen).

In de algemene offerteaanvraag bedoeld in het eerste lid van dit artikel heeft het Waalse Gewest de Franse Gemeenschap geïdentificeerd als begunstigde aanbestedende overheid van de aankoopcentrale.

De Franse Gemeenschap wordt bijgevolg vrijgesteld van de verplichting om de procedure van de gunning van een overheidsopdracht i.v.m. hetzelfde voorwerp zelf te organiseren.

Art. 3. De Franse Gemeenschap blijft volledig aansprakelijk voor de uitvoering van de opdracht bedoeld in artikel 2, vanaf de bestelling tot en met de betaling van de benodigdheden aldus besteld naar gelang van haar eigen behoeften.

Bijgevolg blijft de uitvoering van de opdracht bedoeld in artikel 2 voor de aldus verrichte bestellingen onder de leiding en de controle van elk van de aanbestedende overheden staan.

Het Waalse Gewest blijft als aankoopcentrale evenwel als enige bevoegd voor de ambtshalve maatregelen alsook voor de eenzijdige wijzigingen die eventueel aan die opdracht aangebracht moeten worden. Het komt bovendien tussenbeide bij de uitvoering van de opdracht bedoeld in artikel 2 om elke bepaling uit de desbetreffende documenten te doen toepassen.

De leidend ambtenaar die de uitvoering van de opdracht voor de Franse Gemeenschap leidt en controleert is de Directie « Support logistique » van het Ministerie van de Franse Gemeenschap.

De leidend ambtenaar die de uitvoering van de opdracht voor het Waalse Gewest leidt en controleert is de Directie « Gestion mobilière » van de Waalse Overheidsdienst.

Art. 4. De Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest zullen, elk naar gelang van zijn eigen behoeften, overgaan tot de betaling van de bestelde benodigdheden, na verificatie en goedkeuring van de facturen opgemaakt door de aannemer na de levering van bedoelde benodigdheden.

De benodigdheden worden betaald binnen vijftig kalenderdagen, te rekenen van de datum waarop de opleveringsformaliteiten beëindigd zijn, voor zover de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest, elk wat haar/hem betreft, in het bezit zijn zowel van de volgens de regels opgemaakte factuur als van de andere documenten die eventueel vereist worden.

Art. 5. Deze overeenkomst wordt voor een onbepaalde duur gesloten.

Art. 6. Deze overeenkomst treedt in werking, na goedkeuring door het Waalse parlement en het Parlement van de Franse Gemeenschap, de dag waarop het laatste van beide goedkeuringsdecreten in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Namen, 20 juni 2013.

Voor het Waalse Gewest :

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

Voor de Franse Gemeenschap :

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Kinderopvang, Ambtenarenzaken en Wetenschappelijk Onderzoek,
J.-M. NOLLET

BIJLAGE 14

20 JUNI 2013. — Samenwerkingsovereenkomst tussen het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap betreffende de aankoop van individuele beschermingsuitrustingen (hoofdbescherming)

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op de artikelen 87, 89 en 92bis;

Gelet op de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

Gelet op de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, inzonderheid op de artikelen 2, 4°, en 15;

Gelet op de beraadslagingen van de Waalse Regering van 14 maart 2013 en 20 juni 2013;

Gelet op de beraadslagingen van de Regering van de Franse Gemeenschap van 14 maart 2013 en 20 juni 2013;

Overwegende dat de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten krachtens artikel 4, § 1, ervan zowel op het Waalse Gewest als op de Franse Gemeenschap toepasselijk is in hun hoedanigheid van aanbestedende overheid;

Overwegende dat een aanbestedende overheid krachtens artikel 2, 4°, van de wet van 15 juni 2006 een aankoopcentrale mag oprichten en bijgevolg benodigdheden mag kopen die voor andere aanbestedende overheden bestemd zijn;

Overwegende dat een aanbestedende overheid die een beroep doet op een aankoopcentrale bedoeld in artikel 2, 4°, van de wet van 15 juni 2006 krachtens artikel 15 van die wet vrijgesteld is van de verplichting om zelf een gunningsprocedure te organiseren;

Overwegende dat het Waalse Gewest een algemene offerteaanvraag heeft gedaan i.v.m. de aankoop van individuele beschermingsuitrustingen (hoofdbescherming);

Overwegende dat die opdracht de periode tot 31 december 2013 dekt, onder voorbehoud van een eventuele verlenging;

Overwegende dat het Waalse Gewest een aankoopcentrale voor de aankoop van individuele beschermingsuitrustingen (hoofdbescherming) heeft opgericht;

Overwegende dat de Franse Gemeenschap eveneens een overheidsopdracht voor de aankoop van individuele beschermingsuitrustingen (hoofdbescherming) moet opstarten;

Overwegende dat de Franse Gemeenschap ingevolge de beslissingen van haar Regering van 14 maart 2013 en 20 juni 2013 beslist heeft een beroep te doen op die aankoopcentrale en zich in de Europese algemene offerteaanvraag die door het Waalse Gewest is gedaan te laten identificeren als begunstigde aanbestedende overheid van genoemde aankoopcentrale;

De Franse Gemeenschap, vertegenwoordigd door haar Regering in de persoon van haar Minister-President, de heer Rudy Demotte, en in de persoon van haar Viceminister-President en Minister van Kinderopvang, Ambtenarenzaken en Wetenschappelijk onderzoek, de heer Jean-Marc Nollet;

Het Waalse Gewest, vertegenwoordigd door zijn Regering in de persoon van haar Minister-President, de heer Rudy Demotte, en in de persoon van haar Viceminister-President en Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken, de heer Jean-Marc Nollet;

Hierna « de ondertekenende partijen » genoemd,

Zijn overeengekomen wat volgt :

Artikel 1. Deze overeenkomst betreft de bevoegdheden van het Waalse Gewest en van de Franse Gemeenschap bedoeld in de artikelen 87 en 89 van de bijzondere wet tot hervorming der instellingen.

Art. 2. Het Waalse Gewest heeft een algemene offerteaanvraag heeft gedaan i.v.m. de aankoop van individuele beschermingsuitrustingen (hoofdbescherming).

Het Waalse Gewest, aanbestedende overheid, heeft aldus een aankoopcentrale opgericht voor de aankoop van dat type individuele beschermingsuitrustingen (hoofdbescherming).

In de algemene offerteaanvraag bedoeld in het eerste lid van dit artikel heeft het Waalse Gewest de Franse Gemeenschap geïdentificeerd als begunstigde aanbestedende overheid van de aankoopcentrale.

De Franse Gemeenschap wordt bijgevolg vrijgesteld van de verplichting om de procedure van de gunning van een overheidsopdracht i.v.m. hetzelfde voorwerp zelf te organiseren.

Art. 3. De Franse Gemeenschap blijft volledig aansprakelijk voor de uitvoering van de opdracht bedoeld in artikel 2, vanaf de bestelling tot en met de betaling van de benodigdheden aldus besteld naar gelang van haar eigen behoeften.

Bijgevolg blijft de uitvoering van de opdracht bedoeld in artikel 2 voor de aldus verrichte bestellingen onder de leiding en de controle van elk van de aanbestedende overheden staan.

Het Waalse Gewest blijft als aankoopcentrale evenwel als enige bevoegd voor de ambtshalve maatregelen alsook voor de eenzijdige wijzigingen die eventueel aan die opdracht aangebracht moeten worden. Het komt bovendien tussenbeide bij de uitvoering van de opdracht bedoeld in artikel 2 om elke bepaling uit de desbetreffende documenten te doen toepassen.

De leidend ambtenaar die de uitvoering van de opdracht voor de Franse Gemeenschap leidt en controleert is de Directie « Support logistique » van het Ministerie van de Franse Gemeenschap.

De leidend ambtenaar die de uitvoering van de opdracht voor het Waalse Gewest leidt en controleert is de Directie « Gestion mobilière » van de Waalse Overheidsdienst.

Art. 4. De Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest zullen, elk naar gelang van zijn eigen behoeften, overgaan tot de betaling van de bestelde benodigdheden, na verificatie en goedkeuring van de facturen opgemaakt door de aannemer na de levering van bedoelde benodigdheden.

De benodigdheden worden betaald binnen vijftig kalenderdagen, te rekenen van de datum waarop de opleveringsformaliteiten beëindigd zijn, voor zover de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest, elk wat haar/hem betreft, in het bezit zijn zowel van de volgens de regels opgemaakte factuur als van de andere documenten die eventueel vereist worden.

Art. 5. Deze overeenkomst wordt voor een onbepaalde duur gesloten.

Art. 6. Deze overeenkomst treedt in werking, na goedkeuring door het Waalse parlement en het Parlement van de Franse Gemeenschap, de dag waarop het laatste van beide goedkeuringsdecreten in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Namen, 20 juni 2013.

Voor het Waalse Gewest :

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

Voor de Franse Gemeenschap :

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Kinderopvang, Ambtenarenzaken en Wetenschappelijk Onderzoek,
J.-M. NOLLET

BIJLAGE 15

20 JUNI 2013. — Samenwerkingsovereenkomst tussen het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap betreffende de aankoop van individuele beschermingsuitrustingen (signalisatiekledij)

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op de artikelen 87, 89 en 92bis;

Gelet op de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

Gelet op de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, inzonderheid op de artikelen 2, 4°, en 15;

Gelet op de beraadslagingen van de Waalse Regering van 14 maart 2013 en 20 juni 2013;

Gelet op de beraadslagingen van de Regering van de Franse Gemeenschap van 14 maart 2013 en 20 juni 2013;

Overwegende dat de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten krachtens artikel 4, § 1, ervan zowel op het Waalse Gewest als op de Franse Gemeenschap toepasselijk is in hun hoedanigheid van aanbestedende overheid;

Overwegende dat een aanbestedende overheid krachtens artikel 2, 4°, van de wet van 15 juni 2006 een aankoopcentrale mag oprichten en bijgevolg benodigdheden mag kopen die voor andere aanbestedende overheden bestemd zijn;

Overwegende dat een aanbestedende overheid die een beroep doet op een aankoopcentrale bedoeld in artikel 2, 4°, van de wet van 15 juni 2006 krachtens artikel 15 van die wet vrijgesteld is van de verplichting om zelf een gunningsprocedure te organiseren;

Overwegende dat het Waalse Gewest een algemene offerteaanvraag heeft gedaan i.v.m. de aankoop van individuele beschermingsuitrustingen (signalisatiekledij);

Overwegende dat die opdracht de periode tot 31 december 2013 dekt, onder voorbehoud van een eventuele verlenging;

Overwegende dat het Waalse Gewest een aankoopcentrale voor de aankoop van individuele beschermingsuitrustingen (signalisatiekledij) heeft opgericht;

Overwegende dat de Franse Gemeenschap eveneens een overheidsopdracht voor de aankoop van individuele beschermingsuitrustingen (signalisatiekledij) moet opstarten;

Overwegende dat de Franse Gemeenschap ingevolge de beslissingen van haar Regering van 14 maart 2013 en 20 juni 2013 beslist heeft een beroep te doen op die aankoopcentrale en zich in de Europese algemene offerteaanvraag die door het Waalse Gewest is gedaan te laten identificeren als begunstigde aanbestedende overheid van genoemde aankoopcentrale;

De Franse Gemeenschap, vertegenwoordigd door haar Regering in de persoon van haar Minister-President, de heer Rudy Demotte, en in de persoon van haar Viceminister-President en Minister van Kinderopvang, Ambtenarenzaken en Wetenschappelijk onderzoek, de heer Jean-Marc Nollet;

Het Waalse Gewest, vertegenwoordigd door zijn Regering in de persoon van haar Minister-President, de heer Rudy Demotte, en in de persoon van haar Viceminister-President en Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken, de heer Jean-Marc Nollet;

Hierna « de ondertekenende partijen » genoemd,

Zijn overeengekomen wat volgt :

Artikel 1. Deze overeenkomst betreft de bevoegdheden van het Waalse Gewest en van de Franse Gemeenschap bedoeld in de artikelen 87 en 89 van de bijzondere wet tot hervorming der instellingen.

Art. 2. Het Waalse Gewest heeft een algemene offerteaanvraag gedaan i.v.m. de aankoop van individuele beschermingsuitrustingen (signalisatiekledij).

Het Waalse Gewest, aanbestedende overheid, heeft aldus een aankoopcentrale opgericht voor de aankoop van dat type individuele beschermingsuitrustingen (signalisatiekledij).

In de algemene offerteaanvraag bedoeld in het eerste lid van dit artikel heeft het Waalse Gewest de Franse Gemeenschap geïdentificeerd als begunstigde aanbestedende overheid van de aankoopcentrale.

De Franse Gemeenschap wordt bijgevolg vrijgesteld van de verplichting om de procedure van de gunning van een overheidsopdracht i.v.m. hetzelfde voorwerp zelf te organiseren.

Art. 3. De Franse Gemeenschap blijft volledig aansprakelijk voor de uitvoering van de opdracht bedoeld in artikel 2, vanaf de bestelling tot en met de betaling van de benodigdheden aldus besteld naar gelang van haar eigen behoeften.

Bijgevolg blijft de uitvoering van de opdracht bedoeld in artikel 2 voor de aldus verrichte bestellingen onder de leiding en de controle van elk van de aanbestedende overheden staan.

Het Waalse Gewest blijft als aankoopcentrale evenwel als enige bevoegd voor de ambtshalve maatregelen alsook voor de eenzijdige wijzigingen die eventueel aan die opdracht aangebracht moeten worden. Het komt bovendien tussenbeide bij de uitvoering van de opdracht bedoeld in artikel 2 om elke bepaling uit de desbetreffende documenten te doen toepassen.

De leidend ambtenaar die de uitvoering van de opdracht voor de Franse Gemeenschap leidt en controleert is de Directie « Support logistique » van het Ministerie van de Franse Gemeenschap.

De leidend ambtenaar die de uitvoering van de opdracht voor het Waalse Gewest leidt en controleert is de Directie « Gestion mobilière » van de Waalse Overheidsdienst.

Art. 4. De Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest zullen, elk naar gelang van zijn eigen behoeften, overgaan tot de betaling van de bestelde benodigdheden, na verificatie en goedkeuring van de facturen opgemaakt door de aannemer na de levering van bedoelde benodigdheden.

De benodigdheden worden betaald binnen vijftig kalenderdagen, te rekenen van de datum waarop de opleveringsformaliteiten beëindigd zijn, voor zover de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest, elk wat haar/hem betreft, in het bezit zijn zowel van de volgens de regels opgemaakte factuur als van de andere documenten die eventueel vereist worden.

Art. 5. Deze overeenkomst wordt voor een onbepaalde duur gesloten.

Art. 6. Deze overeenkomst treedt in werking, na goedkeuring door het Waalse parlement en het Parlement van de Franse Gemeenschap, de dag waarop het laatste van beide goedkeuringsdecreten in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Namen, 20 juni 2013.

Voor het Waalse Gewest :

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

Voor de Franse Gemeenschap :

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Kinderopvang, Ambtenarenzaken en Wetenschappelijk Onderzoek,
J.-M. NOLLET

BIJLAGE 16

20 JUNI 2013. — Samenwerkingsovereenkomst tussen het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap betreffende de aankoop van dieselolie voor voertuigen en van stookolie

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op de artikelen 87, 89 en 92bis;

Gelet op de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

Gelet op de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, inzonderheid op de artikelen 2, 4°, en 15;

Gelet op de beraadslagingen van de Waalse Regering van 14 maart 2013 en 20 juni 2013;

Gelet op de beraadslagingen van de Regering van de Franse Gemeenschap van 14 maart 2013 en 20 juni 2013;

Overwegende dat de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten krachtens artikel 4, § 1, ervan zowel op het Waalse Gewest als op de Franse Gemeenschap toepasselijk is in hun hoedanigheid van aanbestedende overheid;

Overwegende dat een aanbestedende overheid krachtens artikel 2, 4°, van de wet van 15 juni 2006 een aankoopcentrale mag oprichten en bijgevolg benodigdheden mag kopen die voor andere aanbestedende overheden bestemd zijn;

Overwegende dat een aanbestedende overheid die een beroep doet op een aankoopcentrale bedoeld in artikel 2, 4°, van de wet van 15 juni 2006 krachtens artikel 15 van die wet vrijgesteld is van de verplichting om zelf een gunningsprocedure te organiseren;

Overwegende dat het Waalse Gewest een aan Europese bekendmaking onderworpen algemene offerteaanvraag heeft gedaan i.v.m. de aankoop van dieselolie voor voertuigen en van stookolie;

Overwegende dat die opdracht de periode tot 30 april 2016 dekt, onder voorbehoud van een eventuele verlenging;

Overwegende dat het Waalse Gewest een aankoopcentrale voor de aankoop van dieselolie voor voertuigen en van stookolie heeft opgericht;

Overwegende dat de Franse Gemeenschap eveneens een overheidsopdracht voor de aankoop van dieselolie voor voertuigen en van stookolie moet opstarten;

Overwegende dat de Franse Gemeenschap ingevolge de beslissingen van haar Regering van 14 maart 2013 en 20 juni 2013 beslist heeft een beroep te doen op die aankoopcentrale en zich in de Europese algemene offerteaanvraag die door het Waalse Gewest is gedaan te laten identificeren als begunstigde aanbestedende overheid van genoemde aankoopcentrale;

De Franse Gemeenschap, vertegenwoordigd door haar Regering in de persoon van haar Minister-President, de heer Rudy Demotte, en in de persoon van haar Viceminister-President en Minister van Kinderopvang, Ambtenarenzaken en Wetenschappelijk onderzoek, de heer Jean-Marc Nollet;

Het Waalse Gewest, vertegenwoordigd door zijn Regering in de persoon van haar Minister-President, de heer Rudy Demotte, en in de persoon van haar Viceminister-President en Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken, de heer Jean-Marc Nollet;

Hierna « de ondertekenende partijen » genoemd,

Zijn overeengekomen wat volgt :

Artikel 1. Deze overeenkomst betreft de bevoegdheden van het Waalse Gewest en van de Franse Gemeenschap bedoeld in de artikelen 87 en 89 van de bijzondere wet tot hervorming der instellingen.

Art. 2. Het Waalse Gewest heeft een algemene offerteaanvraag gedaan i.v.m. de aankoop van dieselolie voor voertuigen en van stookolie.

Het Waalse Gewest, aanbestedende overheid, heeft aldus een aankoopcentrale opgericht voor de aankoop van dat type olie (voertuigen en verwarming).

In de algemene offerteaanvraag bedoeld in het eerste lid van dit artikel heeft het Waalse Gewest de Franse Gemeenschap geïdentificeerd als begunstigde aanbestedende overheid van de aankoopcentrale.

De Franse Gemeenschap wordt bijgevolg vrijgesteld van de verplichting om de procedure van de gunning van een overheidsopdracht i.v.m. hetzelfde voorwerp zelf te organiseren.

Art. 3. De Franse Gemeenschap blijft volledig aansprakelijk voor de uitvoering van de opdracht bedoeld in artikel 2, vanaf de bestelling tot en met de betaling van de benodigdheden aldus besteld naar gelang van haar eigen behoeften.

Bijgevolg blijft de uitvoering van de opdracht bedoeld in artikel 2 voor de aldus verrichte bestellingen onder de leiding en de controle van elk van de aanbestedende overheden staan.

Het Waalse Gewest blijft als aankoopcentrale evenwel als enige bevoegd voor de ambtshalve maatregelen alsook voor de eenzijdige wijzigingen die eventueel aan die opdracht aangebracht moeten worden. Het komt bovendien tussenbeide bij de uitvoering van de opdracht bedoeld in artikel 2 om elke bepaling uit de desbetreffende documenten te doen toepassen.

De leidend ambtenaar die de uitvoering van de opdracht voor de Franse Gemeenschap leidt en controleert is de Directie « Support logistique » van het Ministerie van de Franse Gemeenschap.

De leidend ambtenaar die de uitvoering van de opdracht voor het Waalse Gewest leidt en controleert is de Directie « Gestion mobilière » van de Waalse Overheidsdienst.

Art. 4. De Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest zullen, elk naar gelang van zijn eigen behoeften, overgaan tot de betaling van de bestelde benodigdheden, na verificatie en goedkeuring van de facturen opgemaakt door de aannemer na de levering van bedoelde benodigdheden.

De benodigdheden worden betaald binnen vijftig kalenderdagen, te rekenen van de datum waarop de opleveringsformaliteiten beëindigd zijn, voor zover de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest, elk wat haar/hem betreft, in het bezit zijn zowel van de volgens de regels opgemaakte factuur als van de andere documenten die eventueel vereist worden.

Art. 5. Deze overeenkomst wordt voor een onbepaalde duur gesloten.

Art. 6. Deze overeenkomst treedt in werking, na goedkeuring door het Waalse parlement en het Parlement van de Franse Gemeenschap, de dag waarop het laatste van beide goedkeuringsdecreten in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Namen, 20 juni 2013.

Voor het Waalse Gewest :

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

Voor de Franse Gemeenschap :

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Kinderopvang, Ambtenarenzaken en Wetenschappelijk Onderzoek,
J.-M. NOLLET

BIJLAGE 17

20 JUNI 2013. — Samenwerkingsovereenkomst tussen het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap betreffende de aankoop van hulptassen (veiligheidsmateriaal)

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op de artikelen 87, 89 en 92bis;

Gelet op de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

Gelet op de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, inzonderheid op de artikelen 2, 4°, en 15;

Gelet op de beraadslagingen van de Waalse Regering van 14 maart 2013 en 20 juni 2013;

Gelet op de beraadslagingen van de Regering van de Franse Gemeenschap van 14 maart 2013 en 20 juni 2013;

Overwegende dat de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten krachtens artikel 4, § 1, ervan zowel op het Waalse Gewest als op de Franse Gemeenschap toepasselijk is in hun hoedanigheid van aanbestedende overheid;

Overwegende dat een aanbestedende overheid krachtens artikel 2, 4°, van de wet van 15 juni 2006 een aankoopcentrale mag oprichten en bijgevolg benodigdheden mag kopen die voor andere aanbestedende overheden bestemd zijn;

Overwegende dat een aanbestedende overheid die een beroep doet op een aankoopcentrale bedoeld in artikel 2, 4°, van de wet van 15 juni 2006 krachtens artikel 15 van die wet vrijgesteld is van de verplichting om zelf een gunningsprocedure te organiseren;

Overwegende dat het Waalse Gewest een algemene offerteaanvraag heeft gedaan i.v.m. de aankoop van hulptassen (veiligheidsmateriaal);

Overwegende dat die opdracht de periode tot 31 december 2013 dekt, onder voorbehoud van een eventuele verlenging;

Overwegende dat het Waalse Gewest een aankoopcentrale voor de aankoop van hulptassen (veiligheidsmateriaal) heeft opgericht;

Overwegende dat de Franse Gemeenschap eveneens een overheidsopdracht voor de aankoop van hulptassen (veiligheidsmateriaal) moet opstarten;

Overwegende dat de Franse Gemeenschap ingevolge de beslissingen van haar Regering van 14 maart 2013 en 20 juni 2013 beslist heeft een beroep te doen op die aankoopcentrale en zich in de Europese algemene offerteaanvraag die door het Waalse Gewest is gedaan te laten identificeren als begunstigde aanbestedende overheid van genoemde aankoopcentrale;

De Franse Gemeenschap, vertegenwoordigd door haar Regering in de persoon van haar Minister-President, de heer Rudy Demotte, en in de persoon van haar Viceminister-President en Minister van Kinderopvang, Ambtenarenzaken en Wetenschappelijk onderzoek, de heer Jean-Marc Nollet;

Het Waalse Gewest, vertegenwoordigd door zijn Regering in de persoon van haar Minister-President, de heer Rudy Demotte, en in de persoon van haar Viceminister-President en Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken, de heer Jean-Marc Nollet;

Hierna « de ondertekenende partijen » genoemd,

Zijn overeengekomen wat volgt :

Artikel 1. Deze overeenkomst betreft de bevoegdheden van het Waalse Gewest en van de Franse Gemeenschap bedoeld in de artikelen 87 en 89 van de bijzondere wet tot hervorming der instellingen.

Art. 2. Het Waalse Gewest heeft een algemene offerteaanvraag gedaan i.v.m. de aankoop van hulptassen (veiligheidsmateriaal).

Het Waalse Gewest, aanbestedende overheid, heeft aldus een aankoopcentrale opgericht voor de aankoop van dat type veiligheidsmateriaal.

In de algemene offerteaanvraag bedoeld in het eerste lid van dit artikel heeft het Waalse Gewest de Franse Gemeenschap geïdentificeerd als begunstigde aanbestedende overheid van de aankoopcentrale.

De Franse Gemeenschap wordt bijgevolg vrijgesteld van de verplichting om de procedure van de gunning van een overheidsopdracht i.v.m. hetzelfde voorwerp zelf te organiseren.

Art. 3. De Franse Gemeenschap blijft volledig aansprakelijk voor de uitvoering van de opdracht bedoeld in artikel 2, vanaf de bestelling tot en met de betaling van de benodigdheden aldus besteld naar gelang van haar eigen behoeften.

Bijgevolg blijft de uitvoering van de opdracht bedoeld in artikel 2 voor de aldus verrichte bestellingen onder de leiding en de controle van elk van de aanbestedende overheden staan.

Het Waalse Gewest blijft als aankoopcentrale evenwel als enige bevoegd voor de ambtshalve maatregelen alsook voor de eenzijdige wijzigingen die eventueel aan die opdracht aangebracht moeten worden. Het komt bovendien tussenbeide bij de uitvoering van de opdracht bedoeld in artikel 2 om elke bepaling uit de desbetreffende documenten te doen toepassen.

De leidend ambtenaar die de uitvoering van de opdracht voor de Franse Gemeenschap leidt en controleert is de Directie « Support logistique » van het Ministerie van de Franse Gemeenschap.

De leidend ambtenaar die de uitvoering van de opdracht voor het Waalse Gewest leidt en controleert is de Directie « Gestion mobilière » van de Waalse Overheidsdienst.

Art. 4. De Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest zullen, elk naar gelang van zijn eigen behoeften, overgaan tot de betaling van de bestelde benodigdheden, na verificatie en goedkeuring van de facturen opgemaakt door de aannemer na de levering van bedoelde benodigdheden.

De benodigdheden worden betaald binnen vijftig kalenderdagen, te rekenen van de datum waarop de opleveringsformaliteiten beëindigd zijn, voor zover de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest, elk wat haar/hem betreft, in het bezit zijn zowel van de volgens de regels opgemaakte factuur als van de andere documenten die eventueel vereist worden.

Art. 5. Deze overeenkomst wordt voor een onbepaalde duur gesloten.

Art. 6. Deze overeenkomst treedt in werking, na goedkeuring door het Waalse parlement en het Parlement van de Franse Gemeenschap, de dag waarop het laatste van beide goedkeuringsdecreten in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Namen, 20 juni 2013.

Voor het Waalse Gewest :

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

Voor de Franse Gemeenschap :

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Kinderopvang, Ambtenarenzaken en Wetenschappelijk Onderzoek,
J.-M. NOLLET